

INTERNATIONAL COUNCIL ON ARCHIVES
CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES

STANDARDS

ISAAR (CPF)

Norme Internationale sur les notices d'autorité utilisées
pour les Archives relatives aux collectivités,
aux personnes ou aux familles

Deuxième édition

2004

Ce texte est dédié à

Hugo Leendert Philip Stibbe

Secrétaire et chef de projet
de la Commission ad hoc du CIA sur les normes de description (1990-1996)
et du Comité du CIA sur les normes de description
(1996-2000)

et à

Kent Haworth

Membre du Comité du CIA sur les normes de description (1996-2000)
Secrétaire et chef de projet
du Comité du CIA sur les normes de description
(2000-2002)

PREPARE PAR

Comité sur les normes de description – Adopté à Canberra, Australie, 27-30 octobre 2003

DISTRIBUTION

La Norme du CIA ISAAR (CPF) 2^{ème} édition est adressée gratuitement à tous les membres du CIA et elle est accessible sur le site Internet du CIA www.ica.org.

COPYRIGHT

© International Council on Archives, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, France.

REPRODUCTION & TRADUCTION

La publication ou la reproduction totale ou partielle des textes par des organismes à but non lucratif est autorisée, à condition que la source soit citée.

ISBN 2-9521932-3-1

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
1. OBJET DE LA NORME	7
2. NORMES ET DIRECTIVES ASSOCIÉES	9
3. GLOSSAIRE	10
4. STRUCTURE ET UTILISATION DE LA NORME	11
5. ÉLÉMENTS D'UNE NOTICE D'AUTORITÉ	13
5.1 ZONE D'IDENTIFICATION	13
5.1.1 Type d'entité	13
5.1.2 Forme(s) autorisée(s) du nom	13
5.1.3 Formes parallèles du nom	14
5.1.4 Formes du nom normalisées selon d'autres conventions	14
5.1.5 Autres formes du nom	14
5.1.6 Numéro d'immatriculation des collectivités	15
5.2 ZONE DE LA DESCRIPTION	16
5.2.1 Dates d'existence	16
5.2.2 Histoire	16
5.2.3 Lieux	17
5.2.4 Statut juridique	17
5.2.5 Fonctions et activités	18
5.2.6 Textes de référence	19
5.2.7 Organisation interne/généalogie	20
5.2.8 Contexte général	21
5.3 ZONE DES RELATIONS	22
5.3.1 Nom(s)/numéro d'immatriculation des collectivités, des personnes ou des familles associées	22
5.3.2 Type de relation	22
5.3.3 Description de la relation	22
5.3.4 Dates de la relation	23
5.4 ZONE DU CONTROLE	25
5.4.1 Code d'identification de la notice d'autorité	25
5.4.2 Code(s) d'identification du ou des services	25
5.4.3 Règles ou conventions	26
5.4.4 Niveau d'élaboration	26
5.4.5 Niveau de détail	27
5.4.6 Dates de création, de révision ou de destruction	27
5.4.7 Langue(s) et écriture(s)	27
5.4.8 Sources	27
5.4.9 Notes relatives à la mise à jour de la notice	28

6.	RELATIONS ENTRE LES COLLECTIVITÉS, LES PERSONNES ET LES FAMILLES, ET DES RESSOURCES ARCHIVISTIQUES OU AUTRES	29
6.1.	Identifiants et intitulés des ressources associées	29
6.2.	Nature des ressources associées	29
6.3.	Nature des relations	29
6.4.	Dates des ressources associées et/ou des relations	29

ANNEXE A

Table de concordance des éléments de description entre la 1 ^{re} et la 2 ^e édition d'ISAAR (CPF)	32
--	----

ANNEXE B

Exemples complets	33
1. Collectivité. Langue : anglais, pays d'origine : USA	33
2. Collectivité. Langue : espagnol, pays d'origine : Espagne.	35
3. Collectivité. Langue : espagnol, pays d'origine : Mexique.	40
4. Collectivité. Langue : portugais, pays d'origine : Brésil.	43
5. Personne. Langue : anglais, pays d'origine : Australie.	48
6. Personne. Langue : italien, pays d'origine : Italie.	54
7. Personne. Langue : suédois, pays d'origine : Suède.	59
8. Personne. Langue : allemand, pays d'origine : Allemagne.	61
9. Personne. Langue : anglais, pays d'origine : USA.	62
10. Famille. Langue : anglais, pays d'origine : Royaume-Uni.	64
11. Famille. Langue : français, pays d'origine : France.	68

PRÉFACE

- P1. La première édition de cette norme a été élaborée par la commission ad hoc du CIA sur les normes de description (CIA/CND) en 1993-1995. Cette norme a été publiée par le CIA en 1996. La Commission est devenue un comité permanent lors du Congrès international des archives de Pékin (Chine) en 1996. Le Comité a entrepris la révision de la norme ISAAR (CPF) comme tâche prioritaire de son programme de travail pour la période 2000-2004.
- P2. Le présent document qui constitue la seconde édition d'ISAAR (CPF), est le résultat d'une procédure de révision de cinq ans mise en œuvre par le Comité. L'appel à commentaires en vue de la révision a été adressé à la communauté archivistique à la fin de l'année 2000, par lettres adressées à tous les membres institutionnels ou associatifs du CIA, aussi bien qu'aux différents organismes concernés appartenant au CIA ou extérieurs à celui-ci. Cette annonce a aussi été adressée par courrier électronique sur la liste du CIA et sur différents forums. La date limite de remise des commentaires a été fixée au 31 juillet 2001 dans le but de commencer le travail de révision lors de la réunion plénière du Comité qui s'est tenue à Bruxelles, du 3 au 6 octobre 2001.
- P3. En août 2001, le secrétariat du Comité avait reçu 18 réponses de comités nationaux, d'organisations ou de personnalités. Les commentaires ont fait l'objet d'une synthèse, qui a été distribuée aux membres du Comité pour leur permettre de préparer la réunion de Bruxelles.
- P4. Lors de sa réunion plénière à Bruxelles, le Comité a examiné les commentaires qui lui avaient été adressés et a décidé quelles modifications devaient être effectuées sur la norme. En conséquence, un premier projet de texte a été élaboré pour prendre en compte les décisions prises à Bruxelles. Ce projet a circulé parmi les membres du Comité et a été précisé lors des réunions plénières du Comité à Madrid (juin 2002) et à Rio de Janeiro (novembre 2002). Le projet a été publié sur le site Web du Comité en janvier 2003. A cette date, des commentaires sur le texte révisé ont été sollicités auprès de la communauté archivistique internationale, le délai de réponse étant fixé au 15 juillet 2003. Ces commentaires ont été pris en compte lors de la réunion plénière du Comité à Canberra en Australie (octobre 2003), au cours de laquelle la version finale a été approuvée et remise à l'impression afin d'être publiée pour le 15^e Congrès international des Archives, à Vienne (Autriche) en 2004.
- P5. Cette seconde édition de la norme ISAAR (CPF) présente une version développée et réorganisée de la première édition (1996). L'édition de 1996 contenait seulement deux zones, une zone du contrôle d'autorité et une zone d'information. Cette édition en comprend quatre : la zone d'identification (semblable à la zone du contrôle d'autorité de la première édition) ; la zone de description (semblable à la zone d'information) ; une zone des relations et une zone du contrôle. Ces deux dernières zones sont principalement constituées d'éléments supplémentaires, même s'il y avait déjà des informations sur les relations dans l'élément 2.3.8. de la première édition. A l'intérieur de ces quatre zones, les éléments et les règles ont été structurés et rédigés dans le but d'assurer une parfaite compréhension des concepts et une meilleure pratique de la documentation du contexte de production des archives. En outre, cette édition comprend une section qui décrit de quelle manière les notices d'autorité peuvent être associées aux archives ou à d'autres ressources, y compris des descriptions d'archives effectuées conformément à la norme ISAD(G).

Les observations que le Comité a reçues de la communauté professionnelle durant le processus de révision ont manifesté la nécessité d'un texte plus clair et plus directif que celui de 1996. Le Comité espère que cette nouvelle édition répond à la plupart des objectifs pratiques et conceptuels poursuivis par ceux qui ont essayé de construire des systèmes de contrôle d'autorité archivistique conformes à la norme ISAD(G). Une table de concordance des éléments de description entre la 1^{re} et la 2^e édition d'ISAAR (CPF) figure à l'annexe A.

On trouvera ci-après les noms des membres du Comité sur les normes de description du CIA qui ont participé à la révision et ont appartenu au Comité pendant l'exercice 2000-2004.

Nils Brübach (Allemagne)
Herman Coppens (Belgique)
Adrian Cunningham (Australie) chef de projet et secrétaire, 2002-2004
Blanca Desantes Fernández (Espagne)
Vitor Manoel Marques da Fonseca (Brésil)
Michael Fox (USA)
Bruno Galland (France)
Kent Haworth (Canada) chef de projet et secrétaire, 2000-2002
Juan-Manuel Herrera Huerta (Mexique), 2002-2003
Gavan Mac Carthy (Australie), 2002-
Per-Gunnar Ottosson (Suède)
Lydia Reid (USA)
Dick Sargent (Royaume-Uni)
Claire Sibille (France), 2003-
Hugo Stibbe (Canada) chef de projet et secrétaire par intérim, 2002
Yolia Tortero (Mexique), 2003-
Stefano Vitali (Italie) président

Le Comité sur les normes de description du Conseil international des Archives (CIA/CDS) remercie les institutions suivantes qui ont accueilli et financé les réunions plénières du Comité :

Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces (Bruxelles, Belgique)
Ministerio de Cultura. Subdirección General de los Archivos Estatales (Espagne)
Arquivo Nacional (Brésil)
National Archives of Australia (Australie)
UNESCO

Sans leur contribution substantielle, tout à la fois pour le financement et pour l'organisation matérielle des réunions, la révision de cette norme n'aurait pas été possible.

1. OBJET DE LA NORME

- 1.1 La présente norme fournit les lignes directrices pour la préparation de notices d'autorité qui offrent la description d'entités (collectivités, personnes ou familles) associées à la production et à la gestion des archives.
- 1.2 Les notices d'autorité peuvent être utilisées :
 - a. pour décrire une collectivité, une personne ou une famille, en tant qu'unité à l'intérieur d'un système d'information archivistique ;
 - b. pour contrôler la création et l'utilisation de points d'accès dans les descriptions archivistiques ;
 - c. pour apporter des informations sur les relations entre différents producteurs d'archives, entre ces entités et les archives ou d'autres ressources qu'elles produisent ou qui les concernent.
- 1.3 La description des producteurs d'archives est une activité essentielle des archivistes, que ceux-ci travaillent dans un environnement manuel ou informatisé. Cette activité requiert une documentation complète et régulièrement mise à jour, sur le contexte de production et d'utilisation des documents, en particulier sur leur provenance.
- 1.4 La norme qui accompagne celle-ci, ISAD(G): *Norme générale et internationale de description archivistique*, prévoit l'intégration de cette information sur le contexte dans la description même des archives (à quelque niveau que ce soit). L'ISAD(G) reconnaît aussi la possibilité de gérer cette information contextuelle hors de la description et de la relier aux autres éléments servant à la description.
- 1.5 Plusieurs raisons rendent essentielle la gestion de ce type d'information contextuelle hors de la description archivistique. Cela permet de relier la description d'un producteur et l'information contextuelle aux différentes descriptions de ses archives, même si celles-ci sont conservées par des services d'archives différents, de même qu'aux descriptions de ressources bibliographiques ou muséographiques relatives à ce producteur. De telles relations améliorent la gestion des documents et facilitent la recherche.
- 1.6 Lorsque différents services d'archives conservent des documents d'un même producteur, ils peuvent plus facilement échanger leur information contextuelle sur ce producteur si cette information est gérée sous une forme normalisée. Cette normalisation revêt un intérêt international quand l'échange d'information contextuelle se fait par-delà les frontières. Le caractère international des archives présentes ou passées appelle une normalisation internationale pour permettre l'échange de l'information contextuelle. A titre d'exemple, la colonisation, l'immigration ou le commerce, ont contribué au caractère international des archives.
- 1.7 La présente norme a été élaborée pour permettre le partage de notices d'autorité, en garantissant la rédaction de descriptions des collectivités, des personnes ou des familles producteurs d'archives qui soient compatibles entre elles, pertinentes et explicites. Elle est conçue pour être utilisée conjointement avec des normes nationales, ou pour servir de point de départ au développement de telles normes.
- 1.8 Une notice d'autorité pour les archives est semblable à une notice d'autorité pour les bibliothèques dans la mesure où, dans les deux cas, il convient de créer des points d'accès normalisés à la description. Le nom du producteur de l'unité de description est un des points d'accès les plus importants. Tout point d'accès peut comporter des " qualificatifs ", essentiels pour identifier l'entité ainsi désignée et permettre de distinguer sans ambiguïté différentes entités qui ont le même nom ou des noms très proches.
- 1.9 La rédaction d'une notice d'autorité pour les archives doit cependant répondre à un plus grand nombre d'exigences que celle d'une notice d'autorité pour les bibliothèques. En effet, dans les systèmes de description archivistique, il est important de réunir des informations sur les producteurs et sur le contexte de production des documents. Ainsi, les notices d'autorité pour les archives vont plus loin et contiennent généralement beaucoup plus d'informations que les notices d'autorité pour les bibliothèques.

- 1.10 L'objectif premier de la présente norme est donc de fournir des règles générales pour la normalisation de la description des producteurs d'archives et du contexte de production des documents d'archives. Cette normalisation devrait permettre :
- un accès aux documents d'archives fondé sur une description du contexte de production qui soit liée aux descriptions des documents eux-mêmes, ceux-ci étant souvent divers et matériellement dispersés ;
 - une compréhension, par les utilisateurs, du contexte de production et d'utilisation des documents d'archives, leur permettant de mieux en interpréter la signification et la portée ;
 - une identification précise de chaque producteur, intégrant la description des relations entre différentes entités, et en particulier, les informations relatives aux modifications de caractère administratif (pour les collectivités) ou personnel (pour les personnes et les familles) ;
 - l'échange de ces descriptions entre les institutions, les systèmes et les réseaux.
- I.11. Une notice d'autorité conforme à la présente norme peut aussi servir à contrôler la forme du nom et l'identité de toute collectivité, personne ou famille citée dans tout point d'accès relié à une unité de description.

2. NORMES ET DIRECTIVES ASSOCIÉES

Cette liste inclut les dates des normes, telles qu'elles étaient connues au moment de la validation de la 2^e édition de la norme ISAAR (CPF) au début de l'année 2004. Les lecteurs sont invités à se reporter à la dernière version de chaque norme¹.

ISAD (G) – *Norme générale et internationale de description archivistique*, 2^e éd., Madrid: International Council on Archives, 2000.

ISO 639-2 - *Codes pour la représentation des noms de langue - Partie 2: Code alpha-3*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1998.

ISO 690 - *Documentation - Références bibliographiques - Contenu, forme et structure*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1987.

ISO 690-2 - *Information et documentation -- Références bibliographiques - Partie 2: Documents électroniques, documents complets ou parties de documents*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1997.

ISO 999 - *Information et documentation - Principes directeurs pour l'élaboration, la structure et la présentation des index*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1996.

ISO 2788 - *Documentation - Principes directeurs pour l'établissement et le développement de thésaurus monolingues*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1986.

ISO 3166 - *Codes pour la représentation des noms de pays et de leurs subdivisions - Partie 1: Codes pays*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1997.

ISO 5963 - *Documentation - Méthodes pour l'analyse des documents, la détermination de leur contenu et la sélection des termes d'indexation*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1985.

ISO 5964 - *Documentation - Principes directeurs pour l'établissement et le développement de thésaurus multilingues*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 1985.

ISO 8601 - *Éléments de données et formats d'échange -- Échange d'information -- Représentation de la date et de l'heure*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 2000.

ISO 15489 - *Information et documentation - Records management, parties 1 et 2*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 2001.

ISO 15511 - *Information et documentation - Identifiant international normalisé pour les bibliothèques et les organismes apparentés (ISIL)*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 2003.

ISO 15924 - *Information et documentation - Codes pour la représentation des noms d'écritures*, Genève, Organisation internationale de normalisation, 2004.

Guidelines for Authority Records and References / revised by the International Federation of Library Associations Working Group on GARE revision, 2nd ed., München: K.G. Saur, 2001 (UBCIM Publications New series, vol. 23).

Mandatory data elements for internationally shared resource authority records: report of the IFLA UBCIM Working group on Minimal Level Authority Records and ISADN, 1998 <<http://www.ifla.org/VI/3/p1996-2/mlar.htm>> (connus sous l'appellation de "MLAR").

Forme et structure des vedettes collectivités : Recommandations du groupe de travail sur les vedettes collectivités. Approuvées par les Comités permanents des Sections Catalogage et Publications officielles de l'IFLA, 1980. (mise à jour dans *Catalogage international et contrôle bibliographique*, en 1992).

¹ Note de la version française : les normes dont le nom figure en anglais sont celles pour lesquelles aucune version française n'est disponible.

3. GLOSSAIRE

Le glossaire ci-dessous fait partie intégrante de la présente norme. Les définitions ont été rédigées spécifiquement pour les besoins de cette norme.

Collectivité. Toute organisation ou groupe de personnes identifié par un nom particulier ou qui agit ou peut agir en tant qu'entité. Peut inclure une personne privée agissant en tant que personne morale (Corporate body).

Description archivistique. Représentation précise d'une unité de description, et de ses composantes éventuelles, obtenue en sélectionnant, en analysant et en ordonnant toute information permettant d'identifier, de gérer et de localiser les documents d'archives et d'expliquer leur contenu et le contexte de leur production.
L'expression désigne à la fois le processus de représentation et son résultat (Archival description).

Document d'archives. Information portée sur un support, indépendamment de la nature de celui-ci, et créée ou reçue par une personne physique ou morale dans l'exercice de son activité (Record).

Notice d'autorité. Notice associant une forme autorisée du nom d'une entité à des éléments d'information qui permettent d'identifier et de décrire cette entité, et qui peuvent la mettre en relation avec d'autres notices d'autorité (Authority record).

Point d'accès. Nom, mot, mot-clé, phrase, code etc., permettant de rechercher, d'identifier et de retrouver des descriptions archivistiques, y compris des notices d'autorité. (Access point)

Producteur. Toute entité (collectivité, famille ou personne) qui a créé, reçu et/ou géré des documents dans le cadre de ses différentes activités (Creator).

Provenance. Relation entre des documents et leur(s) producteur(s) (Provenance).

Qualificatif. Information ajoutée à un élément de description, et qui aide à identifier, comprendre et/ou utiliser la notice d'autorité (Qualifier).

4. STRUCTURE ET UTILISATION DE LA NORME

- 4.1 La présente norme détermine la nature des informations à inclure dans une notice d'autorité archivistique, et propose des orientations sur la manière d'intégrer ces notices dans un système de description contrôlé. Le contenu de ces informations sera fixé par les règles ou conventions en usage dans le service qui rédige la notice d'autorité.
- 4.2 La présente norme regroupe des éléments d'information, qui comprennent chacun :
- a. le nom de l'élément de description ;
 - b. un énoncé sur l'utilité de l'élément dans la description ;
 - c. un énoncé de la règle ou des règles générales applicables à cet élément
 - d. et, dans la mesure du possible, des exemples qui illustrent l'application de la (ou des) règle(s).
- 4.3 Les paragraphes ne sont numérotés que pour faciliter les citations. Cette numérotation ne doit pas être utilisée pour désigner les éléments de description, ou pour prescrire l'ordre ou la structure des descriptions.
- 4.4 Les éléments de description d'une notice d'autorité archivistique sont regroupés en quatre zones :
1. La zone d'identification
(On y trouve les informations qui identifient de manière unique le producteur, et qui définissent un point d'accès standardisé)
 2. La zone de description
(On y trouve les informations sur la nature, le contexte et les activités du producteur)
 3. La zone des relations
(On y trouve mentionnées et décrites les relations avec les autres collectivités, personnes ou familles)
 4. La zone du contrôle de la description
(On y trouve le numéro international d'identification de la notice d'autorité, et les informations qui précisent comment, quand et par quel service cette notice a été créée et mise à jour)
- 4.5. La présente norme propose dans le chapitre 6 des orientations sur la manière de relier les notices d'autorité à la description de documents d'archives produits par la même entité, et/ou à d'autres ressources émanant de celle-ci ou qui lui sont relatives. Le chapitre 6 comprend également un diagramme qui met en évidence les relations entre les notices d'autorité qui décrivent des producteurs d'archives et les descriptions des archives émanant de ces producteurs.
- 4.6 L'annexe A fournit pour chaque élément de description, un tableau de concordance entre la première version de la norme et la présente version. L'annexe B fournit des exemples complets de notices d'autorité établis en accord avec la présente norme.
- 4.7 Tous les éléments couverts par ces règles générales sont utiles pour établir une notice d'autorité, mais seul quatre d'entre eux sont considérés comme essentiels. Ce sont :
- Type d'entité (élément 5.1.1);
 - Forme autorisée du nom (élément 5.1.2);
 - Dates (élément 5.2.1);
 - Code d'identification de la notice d'autorité (élément 5.4.1).
- 4.8 La nature de l'entité décrite et les contraintes du système ou du réseau sur lequel travaille le rédacteur de la notice d'autorité contribuent à déterminer quels sont les éléments de description optionnels qui doivent être renseignés, et s'il convient de les présenter sous une forme rédigée et (ou) structurée.
- 4.9 La plupart des éléments de description qui figurent dans une notice d'autorité établie conformément à la présente norme, peuvent être utilisés comme point d'accès. C'est dans le cadre de chaque pays ou de chaque ensemble linguistique que doivent être développées les règles ou les conventions pour la normalisation des points d'accès; c'est aussi dans le même cadre que peuvent être développés les vocabulaires à utiliser ou les conventions à suivre pour créer et sélectionner le contenu de ces éléments. Les normes ISO suivantes sont utiles pour l'élaboration et la mise à jour de vocabulaires contrôlés : **ISO 5963** *Documentation - Méthodes pour l'analyse des documents, la détermination de leur contenu et la sélection des termes d'indexation*, **ISO 2788** *Documentation - Principes directeurs pour l'établissement et le développement de thésaurus monolingues*, **ISO 5964** *Documentation - Principes directeurs pour l'établissement et le développement de thésaurus multilingues* et **ISO 999** *Information et documentation - Principes directeurs pour l'élaboration, la structure et la présentation des index*.

Pour citer une source publiée dans un élément de description, on suggère de suivre la dernière version de la norme **ISO 690** *Documentation - Références bibliographiques - Contenu, forme et structure*.

- 4.10 Les exemples qui figurent dans le texte de la norme sont donnés à titre d'illustration, et n'ont aucun caractère prescriptif. Ils éclairent le contenu des règles auxquelles il se rapportent, mais n'ajoutent aucune disposition nouvelle. Il ne faut donc pas considérer ces exemples ou la forme sous laquelle ils sont présentés, comme des modèles à suivre en tous points. Pour apprécier le contexte de chaque exemple, celui-ci est suivi (en italiques) du nom de l'institution qui a rédigé cet exemple. Des explications complémentaires peuvent suivre, également en italiques, et précédées du terme *Note*. On ne doit pas confondre la source de l'exemple ou une note avec l'exemple lui-même.
- 4.11 La présente norme a été élaborée pour être utilisée conjointement avec la deuxième édition de la norme ISAD(G): *Norme générale et internationale de description archivistique*, et avec les normes de description nationales. Lorsque ces normes sont utilisées conjointement dans un système ou un réseau de description archivistique, les notices d'autorité seront reliées aux descriptions des documents, et réciproquement. On se reportera au chapitre 6 pour des orientations sur la manière dont ces liens peuvent être établis. Dans les descriptions archivistiques établies conformément à ISAD(G), les liens avec les notices d'autorité de producteurs peuvent trouver leur place dans les éléments " Nom du producteur " (3.2.1) et " histoire administrative/notice biographique " (3.2.2.).
- 4.12. La présente norme est conçue pour être utilisée conjointement avec des règles ou des normes nationales. Ainsi, les archivistes peuvent suivre des normes nationales pour décider quels éléments peuvent être répétés. Dans de nombreux pays, les systèmes de description archivistique exigent une unique forme autorisée du nom pour une entité donnée, cependant que dans d'autres pays il est permis de créer plusieurs formes autorisées.
- 4.13 La présente norme ne couvre qu'une partie des conditions nécessaires à l'échange d'informations d'autorité archivistiques. Le succès de l'échange automatisé de ces informations par l'intermédiaire des réseaux informatiques dépend de l'adoption d'un bon format de communication par tous les services d'archives concernés. *L'encodage du contexte archivistique / Encoded Archival Context (EAC)* est un tel format. Il permet l'échange sur le Web de notices d'autorité établies conformément à la norme ISAAR(CPF). L'EAC a été développé sous la forme d'une DTD (définition de type de document) sous XML (eXtensible Markup Language) et SGML (Standard Generalized Markup Language).

5. ÉLÉMENTS D'UNE NOTICE D'AUTORITÉ

5.1 ZONE D'IDENTIFICATION

5.1.1 Type d'entité

Objectif:

Indiquer si l'entité décrite est une collectivité, une personne ou une famille.

Règle:

Préciser le type d'entité (collectivité, personne ou famille) qui est décrite dans la notice d'autorité.

Exemples:

Famille

France, Centre historique des Archives nationales

Note : Pour l'entrée d'autorité Orléans, maison d'

Institución

Spain, Archivo General de Simancas

Note : Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Ente

Italy, Archivio di Stato di Firenze

Note: Pour l'entrée d'autorité Granducato di Toscana, principato mediceo, Auditore dei benefici ecclesiastici, Firenze (1545-1722)/ Granducato di Toscana, principato mediceo, Segreteria del Regio diritto, Firenze (1722-1737)

Entidade coletiva

Brazil, Arquivo Nacional

Note: Pour l'entrée d'autorité Arquivo Nacional (Brasil)

5.1.2 Forme(s) autorisée(s) du nom

Objectif:

Créer un point d'accès normalisé permettant d'identifier, de manière univoque, une collectivité, une personne ou une famille.

Règle:

Enregistrer la forme autorisée du nom de l'entité décrite, établie conformément aux règles nationales ou internationales pertinentes en usage dans le service qui crée la notice d'autorité. Utiliser tous les qualificatifs nécessaires - dates, localisation, ressort juridictionnel, fonctions, épithète, etc. - pour distinguer la forme autorisée du nom de celles d'autres entités ayant un nom semblable. Mettre en évidence dans l'élément " Règles ou conventions " (5.4.3) les règles retenues pour fixer cette forme autorisée.

Exemples:

Dampierre, Auguste-Henri-Marie Picot de (1756-1793 ; général)

France, Archives départementales de l'Aube

Granducato di Toscana, principato mediceo, Auditore dei benefici ecclesiastici, Firenze (1545-1722)

Granducato di Toscana, principato mediceo, Segreteria del Regio diritto, Firenze (1722-1737)

Italie, Archivio di Stato di Firenze

Note : Multiples formes autorisées du nom pour le même organisme

Consejo de Guerra

Espagne, Archivo General de Simancas

Note : Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Noel family, Earls of Gainsborough

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

York University Senior Common Rooms Inc.

Canada, York University Archives

5.1.3 Formes parallèles du nom

Objectif:

Indiquer les différentes formes sous lesquelles on peut rencontrer la forme autorisée du nom, dans d'autres langues ou écritures.²

Règle:

Enregistrer les formes parallèles du nom établies conformément aux règles nationales ou internationales pertinentes en usage dans le service qui crée la notice d'autorité, en y introduisant toutes les informations ou tous les qualificatifs requis. Mentionner dans l'élément " Règles ou conventions " (5.4.3) les règles employées.

Exemples:

International Institute of human rights

Instituto internacional de derechos humanos

France, Centre historique des Archives nationales

Note : *Formes parallèles du nom pour l'entrée d'autorité* Institut international des droits de l'homme

Maestre Racional de la Casa y Corte del Rey de Aragón

AND/Y

Mestre Racional de la Casa i Cort del Rei d'Aragó.

Espagne, Archivo de la Corona de Aragón

Note: *Formes parallèles du nom pour l'entrée d'autorité* Maestre Racional de la Casa y Corte del Rey de Aragón

Awdurdod Cwricwlwm ac Asesu Cymru, 1994-1997

AND

Curriculum and Assessment Authority of Wales, 1994-1997

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

5.1.4 Formes du nom normalisées selon d'autres conventions

Objectif:

Indiquer les formes normalisées du nom de la collectivité, de la personne ou de la famille, qui ont été fixées selon des règles différentes de celles utilisées pour la forme autorisée du nom. Cela peut faciliter le partage des notices d'autorité entre différentes communautés professionnelles.

Règle:

Enregistrer les formes du nom de l'entité décrite selon les autres règles ou conventions. Préciser quelles sont ces règles et, s'il y a lieu, quel est le service qui les a élaborées.

Exemples:

Toscana (Granducato), Segreteria del regio diritto

(RICA = Regole italiane di catalogazione per autore)

Italie, Archivio di Stato di Firenze

Note: *Forme du nom normalisée* " Granducato di Toscana, principato mediceo, auditore dei benefici ecclesiastici, Firenze (1545-1722)/ Granducato di Toscana, principato mediceo, Segreteria del Regio diritto, Firenze (1722-1737)", *selon les règles de catalogage bibliographique italiennes*

Mistry, Rohinton, 1952- [AACR2]

Canada, York University Archives

5.1.5 Autres formes du nom

Objectif:

Indiquer tout autre nom de la collectivité, de la personne ou de la famille, qui n'a pas été mentionné dans un autre élément de la zone d'identification³.

Règle:

Enregistrer les autres noms sous lesquels l'entité peut être connue, tels que :

- a. Autres formes du même nom (par exemple acronymes) ;
- b. Autres noms de collectivités, par exemple, les changements de noms dans le temps et les dates associées à ces changements⁴;

². Dans certains cas, particulièrement dans les pays qui ont plus d'une langue officielle, le service responsable de la notice d'autorité peut établir une ou plusieurs formes autorisées du nom, ayant le même statut. Cette situation est particulièrement fréquente pour les noms de collectivités dont les formes dans plusieurs langues ou écritures possèdent toutes le statut de forme officielle.

³. Dans les systèmes manuels, les autres formes du nom peuvent être renvoyées vers la forme autorisée du nom.

⁴. Lorsque, selon les règles ou les conventions nationales, on considère que le changement de nom constitue la création d'une nouvelle entité, on enregistrera la relation entre les deux entités comme une *relation temporelle* dans la zone des relations.

- c. Autres noms de personnes ou de familles, par exemple, les changements de noms dans le temps (pseudonymes, noms de jeune fille, etc.), et les dates associées à ces changements ;
- d. Les noms et les titres qui précèdent ou qui suivent les noms de personnes ou de familles (titres de noblesse ou titres honorifiques).

Exemples:

Bordeaux, duc de

France, Centre historique des Archives nationales

Note : Autre forme du nom pour l'entrée d'autorité "Chambord, Henri, comte de"

Regio diritto

Segreteria della reale giurisdizione

Italie, Archivio di Stato di Firenze

Note: Autre forme du nom pour l'entrée d'autorité "Granducato di Toscana, principato mediceo, auditore dei benefici ecclesiastici, Firenze (1545-1722)/ Granducato di Toscana, principato mediceo, Segreteria del Regio diritto, Firenze (1722-1737)"

<i>Autre forme du nom</i>	<i>Renvoi</i>	<i>Forme autorisée du nom</i>
Consejo de Guerra y Marina Consejo de la Guerra Supremo Consejo de Guerra Real y Supremo Consejo de Guerra	Voir	Consejo de Guerra

Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Espagne, Archivo general de Simancas

Arquivo Público do Império (1838 – 1890)

Archivo Público do Império

Arquivo Público Nacional (1890 – 1911)

Archivo Público Nacional

Arquivo Nacional (1911 -)

Archivo Nacional

Brésil, Arquivo Nacional

Note: Pour l'entrée d'autorité Arquivo Nacional (Brasil)

Noel family, Barons Noel

Noel family, Barons Barham

Noel family, Viscounts Campden

Noel family, baronets, of Barham Court

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

5.1.6 Numéro d'immatriculation des collectivités

Objectif:

Fournir tout code d'immatriculation officiel (numérique ou alpha-numérique) servant à identifier la collectivité.

Règle:

Enregistrer, lorsque cela est possible, tout numéro officiel ou tout autre identifiant de la collectivité (par exemple, un numéro d'enregistrement des entreprises), et préciser le cadre d'attribution de ce numéro.

Exemples:

Registered company 60096 (Companies House, England)

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

Note: Pour la collectivité Cerain Iron Ore Company Ltd

04.374.067/0001-47 (Cadastro Nacional de Pessoas Jurídicas - CNPJ)

00320 (n° da unidade protocolizadora no Governo Federal)

Brésil, Arquivo Nacional

Note: Pour l'entrée d'autorité Arquivo Nacional (Brasil)

5.2 ZONE DE LA DESCRIPTION

L'objectif de cette zone est de décrire l'histoire, les fonctions, le contexte et les activités de la collectivité, de la personne ou de la famille.

Les dates d'existence (5.2.1.) doivent être enregistrées dans un élément séparé.

Les informations correspondant aux éléments 5.2.3. à 5.2.8. peuvent être indiquées sous la forme d'éléments structurés indépendants et/ou sous la forme d'un texte rédigé à l'intérieur de l'élément 5.2.2.

5.2.1 Dates d'existence

Objectif:

Mentionner les dates d'existence de la collectivité, de la personne ou de la famille.

Règle:

Enregistrer les dates d'existence de l'entité décrite. Pour les collectivités, inclure les dates de création/fondation/habilitation légale, et de dissolution. Pour les personnes, inclure les dates (approximatives ou précises) de naissance et de décès ou, si elles sont inconnues, la période attestée d'existence. Si on utilise des systèmes parallèles de datation, on donnera les dates dans les différents systèmes, conformément aux règles ou conventions nationales. Mentionner dans l'élément " Règles ou conventions " (5.4.3) le système de normalisation des dates utilisé (par exemple ISO 8601).

Exemples:

1573-XX^e siècle

France, Centre historique des Archives nationales

Note : Dates d'existence pour la forme autorisée du nom Bérulle, famille

1516 (probable)/1834-03-24

Espagne, Archivo General de Simancas

Note : Dates d'existence pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

12th – 20th century

Royaume-Uni, The National Archives : Historical Manuscripts Commission

5.2.2 Histoire

Objectif:

Donner un résumé de l'histoire de la collectivité, de la personne ou de la famille.

Règle:

Enregistrer, sous la forme d'un texte rédigé ou d'une chronologie, les principaux événements de l'existence de l'entité décrite, ses activités, ses réalisations. Cela peut comprendre des informations sur le genre, la nationalité, la famille, et les appartenances religieuses ou politiques. Chaque fois que cela est possible, introduire ici des dates comme élément constitutif de la narration.

Exemples:

Originaire de Champagne, la famille Bérulle fut anoblie par charge en 1573, en la personne de Claude de Bérulle, conseiller au Parlement, marié à Louise Segulier. De cette union naquirent deux fils : Pierre et Jean de Bérulle. Pierre (1575-1629) fut l'auteur de l'établissement des Carmélites, le fondateur et le premier général des prêtres de l'Oratoire en France. Il fut promu cardinal, en 1627. Son frère, Jean eut un fils unique, Charles de Bérulle. L'arrière-petit-fils de Charles, Amable-Pierre-Thomas, marquis de Bérulle, fut premier président au parlement de Grenoble après 1760. Il épousa en 1748 Catherine-Marie-Rolland, fille de Pierre-Barthélemy Rolland, comte de Chambaudoin, conseiller de Grand-Chambre. Le nom des Bérulle s'éteignit au XX^e siècle. La famille Bérulle était alliée aux familles du Châtelet et Habart.

France, Centre historique des Archives nationales

Note : Histoire pour l'entrée d'autorité Bérulle, famille

El Consejo de Órdenes fue establecido a raíz de la incorporación a la Corona de los maestrazgos de las órdenes militares castellanas (Santiago, Calatrava y Alcántara) (1487-1495). Su fecha de creación no está determinada con exactitud, aunque algunos autores la sitúan sobre 1498.

El Consejo de Órdenes, que en 1707 había asumido también la administración de Montesa, aunque no fue formalmente incluido en las reformas de la Administración del Antiguo Régimen de 1834 (RR.DD. de 24 de marzo de 1834, Decreto V), se transformó en 1836 en un nuevo organismo constitucional, el "Tribunal Especial de las Órdenes".

Espagne, Archivo Histórico Nacional

Note : Pour l'entrée d'autorité Consejo de Órdenes

The York University Senior Common Room was established at Glendon Hall in 1963. This Senior Common Room became the Glendon College Common Room in 1966 when the Founders College Senior Common Room opened on the Keele Street campus in that year. This latter establishment was renamed the York

University College Faculty Common Room in 1968 and, as new colleges were opened on the campus an umbrella body, the York University Senior Common Room Inc., was established to serve as a license holder and victuals contractor for the several SCR's. Membership in the Senior Common Room was restricted to academic and senior administrative staff, although honorary or special members could be adopted by the membership. The Senior Common Room Inc. was managed by a five-person Board of Directors who were all regular members of the SCR. The Senior Common Room Inc. was disbanded in 1976.

Canada, York University Archives

1918 Geheimer Regierungsrat im Reichsjustizministerium, 1921-1927 Ministerialdirektor im Reichsministerium des Innern, 1928-1933 Vizepräsident der Reichsschuldenverwaltung, Mitglied des Verfassungsausschusses der Länderkonferenzen, 1932 Vertreter Preußens vor dem Staatsgerichtshof, 1933-1953 Professor für Staatswissenschaften an der New School for Social Research New York.

Allemagne, Bundesarchiv

5.2.3 Lieux

Objectif :

Indiquer les principaux lieux et/ou ressorts juridictionnels d'origine, de vie ou de résidence de la collectivité, de la personne ou de la famille, ou ceux avec lesquels l'entité a eu d'autres liens.

Règle:

Enregistrer, pour chacun des principaux lieux/ressorts juridictionnels, son nom, la nature de son lien avec l'entité et la période concernée.

Exemples:

Les Larcher, seigneurs d'Olizy en Champagne, étaient originaires de Paris. Leurs seigneuries d'Arcy et d'Avrilly étaient situées dans les actuels départements de Saône-et-Loire et de l'Allier.

France, Centre historique des Archives nationales

Note : *Lieux pour l'entrée d'autorité* Larcher, famille

- Valladolid (sede habitual hasta 1561 y en 1601/1605)
- Madrid (sede en 1561/1601 y 1606/1839)

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: *Pour l'entrée d'autorité* Consejo de Guerra

Estates in 1883: Rutland 15,076 acres, Gloucestershire 3,170 acres, Leicestershire 159 acres, Lincolnshire 89 acres, Warwickshire 68 acres, Northamptonshire 6 acres; total 18,568 acres worth £28,991 a year.

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

Birth: Krefeld, Germany (14 May 1899) Death: Edinburgh (17 March 1994)

Royaume-Uni, Royal Society

Sediado no Rio de Janeiro e dispendo de uma coordenação regional no Distrito Federal, em Brasília, atua em todo o território nacional

Brésil, Arquivo Nacional

5.2.4 Statut juridique

Objectif:

Indiquer le statut juridique d'une collectivité.

Règle:

Enregistrer le statut juridique et, s'il y a lieu, la nature de la collectivité, ainsi que les dates de validité de ce statut.

Exemples:

Établissement public administratif depuis le 1^{er} janvier 2004.

France, Centre historique des Archives nationales

Note : *Pour l'entrée d'autorité* Musée d'Orsay, Paris

Organismo de la Administración Central del Estado
1516 (probable)/1834.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note : *Pour l'entrée d'autorité* Consejo de Guerra

Department of State

Australie, National Archives of Australia

Órgão público do Executivo Federal, da administração direta

Brésil, Arquivo Nacional

Ufficio governativo di antico regime

Italie, Archivio di Stato di Firenze

5.2.5 Fonctions et activités

Objectif:

Indiquer les fonctions et les activités (professionnelles ou privées) de la collectivité, de la personne ou de la famille.

Règle:

Enregistrer les fonctions et les activités (professionnelles ou privées) de l'entité décrite, ainsi que les dates correspondantes lorsque nécessaire. Le cas échéant, décrire la nature de la fonction ou de l'activité.

Exemples:

Les Larcher, seigneurs d'Olizy en Champagne, étaient originaires de Paris. Plusieurs membres de cette famille furent, du XVI^e au XVIII^e siècle, intendants, conseillers au Parlement, présidents en la Chambre des comptes.

France, Centre historique des Archives nationales

Note : *Fonctions et activités pour l'entrée d'autorité* Larcher, famille

La Segreteria del regio diritto fu competente nelle seguenti materie:

negli affari che in materie beneficiali ed ecclesiastiche interessavano i diritti della corona;

la difesa dei diritti, anche di privati, che fossero lesi dalla giurisdizione ecclesiastica;

la concessione dell'Exequatur ai brevi pontifici e agli atti di paesi esteri, ma solo nel caso in cui non ledevano i diritti pubblici toscani;

la concessione del permesso di entrare in possesso di benefici a chi ne avesse decreto di legittima investitura;

la spedizione dei benefici di nomina regia, previo consulto e consenso del principe, e la spedizione dei

benefici di patronato popolare e comunitativo e di patronato dei luoghi pii dipendenti dallo Stato;

la supervisione e cognizione economica dei ricorsi contro gli ecclesiastici, secolari e regolari;

la soprintendenza alla amministrazione dei conventi, dei monasteri, conservatori e luoghi pii, non dipendenti dalle amministrazioni comunitative del Granducato;

la vigilanza per la conservazione degli edifici sacri;

la presa visione e cognizione di tutti gli affari relativi alle leggi di ammortizzazione e di tutte le suppliche riguardanti i patrimoni ecclesiastici del Granducato.

Italie, Archivio di Stato di Firenze

La finalidad del Consejo de Guerra fue la resolución de todos los asuntos relacionados con el ámbito militar.

Simultáneamente tuvo competencias judiciales y gubernativas.

Por las primeras entendía en todas las causas civiles y criminales en las que intervenía personal militar.

Por las segundas resolvía cuestiones de levadas y reclutamientos, nombramientos de jefes militares, aprovisionamiento, construcción de navíos, preparación de armadas, fabricación de armamento, sistemas defensivos, hospitales, ejércitos permanentes de la Península (guardas y milicias...).

En el s.XVIII con la creación de la Secretaría del Despacho Universal de la Guerra las atribuciones del Consejo quedaron reducidas a cuestiones contenciosas y judiciales, asuntos de protocolo e interpretación de ordenanzas y reglamentos militares.

El ámbito territorial de actuación se limitó a la Península, Islas Baleares y Canarias así como norte de África.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: *Pour l'entrée d'autorité* Consejo de Guerra

O Arquivo Nacional custodia acervo oriundo dos poderes Executivo, Legislativo e Judiciário, documentação cartorária e privada, esta de pessoas, famílias e instituições.

Brésil, Arquivo Nacional

Estate ownership; social, political and cultural role typical of the landed aristocracy in England. The first Viscount Campden amassed a large fortune in trade in London and purchased extensive estates, including Exton (Rutland) and Chipping Campden (Gloucestershire). The Barham Court (Kent) estate was the acquisition of the first Baron Barham, a successful admiral and naval administrator (First Lord of the Admiralty 1805).

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

Defence Co-ordination; Internees (NAA Functions Thesaurus);

The Department of Defence Co-ordination was responsible for the co-ordination of defence activities, and in particular, for the following:

- (i) Defence policy: All matters of Defence policy in their relation to the Departments of Navy, the Army, Air and Supply and Development
- (ii) Administrative co-ordination and review:
 - (a) Co-ordination of the activities and requirements of the Navy, Army and Air Departments in the administrative sphere.
 - (b) Higher co-ordination between the Departments of the Navy, Army, Air and Supply and Development in its relation to the requirements of the several services.
 - (c) Co-ordination of all joint-service matters.
 - (d) Co-ordination of Civil Staff matters (other than Public Service).

- (iii) Financial Co-ordination and review:
 - (a) Co-ordination of the financial requirements of defence policy affecting Departments of Army, Navy, Air, Supply and Development, and defence Co-ordination.
 - (b) Review of major financial proposals and expenditure of the Departments referred to in (a).
 - (c) General control of funds allotted for the carrying out of Defence Policy, together with the supervision of audit authorisations and expenditure
 - (d) Co-ordination of the financial regulations of the Departments of Navy, Army and Air.
- (iv) Works Co-ordination and review:
 - (a) Co-ordination of the works requirements of the Service Departments and the Department of Supply and Development.
 - (b) Maintenance of uniform standards and specifications.
 - (c) Inspection and review.
 - (d) General schemes of office accommodation for the Department of Defence Co-ordination, Navy, Army and Air, including the Victoria Barracks area.
- (v) Commonwealth War Book:
 - (a) Maintenance of the Commonwealth War Book
 - (b) General Administration of the National Security Act and Regulations and co-ordination of departmental action thereunder.
- (vi) Civilian defence and State Co-operation: Advice on plans for civil defence and co-ordination of activities of States in relation thereto.

Australia, National Archives of Australia

Lawyer; Civil Servant; Professor for Public Policy
Allemagne, Bundesarchiv

5.2.6 Textes de référence

Objectif:

Indiquer l'origine des attributions de la collectivité, de la personne ou de la famille, qu'il s'agisse de ses pouvoirs, de ses fonctions, de ses responsabilités, ou de son champ d'activité (y compris géographique).

Règle:

Enregistrer tout texte de référence (loi, décret, arrêté, directive, recommandation, délibération, décision, etc.) qui est à l'origine des pouvoirs, des fonctions, des responsabilités de l'entité, ainsi que les informations sur les juridictions compétentes et les dates d'exercice ou de modification de ses attributions.

Exemples:

C'est par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) que Napoléon Bonaparte crée la fonction préfectorale à la tête du département, circonscription administrative instituée le 22 décembre 1789 par la Constituante. En 1800, le préfet devient dans le département "le seul chargé de l'administration" (art. 3).

L'ordonnance du 6 novembre 1817 réduit le Conseil de préfecture de la Somme à 3 membres. Le décret du 28 mars 1852 le réduit de 5 à 4 membres, confirmé par la loi du 21 juin 1865. La loi du 6 septembre 1926 réforme l'organisation des conseils de préfecture, qu'elle supprime (intégration au conseil de préfecture interdépartemental de Rouen). Ces derniers sont, par décret du 30 septembre 1953, rebaptisés "tribunaux administratifs".

Également institué par la loi du 28 pluviôse an VIII, le poste de secrétaire général a subi bien des vicissitudes : supprimé en 1817, rétabli en 1820, supprimé à nouveau par ordonnance du 1er mai 1832, rétabli par décret du 289 décembre 1854 et définitivement rétabli en 1865.

France, Archives départementales de la Somme

Note : *Textes de référence pour l'entrée d'autorité Somme, préfecture*

- Instrucciones de 1586-06-13 por las que se crean y definen las secretarías de Tierra y Mar.
- Real Cédula de 1646-04-14 sobre división de la Secretaría de Tierra en dos: Secretaría de Tierra-Cataluña y Secretaría de Tierra- Extremadura.
- Real Decreto de 1706-10-02 reduciendo a una las dos secretarías del Consejo.
- Real Decreto de Nueva Planta para el Consejo de Guerra de 1714-04-23.
- Real Decreto de Nueva Planta para el Consejo de Guerra de 1715-08-23.
- Real Decreto de Nueva Planta para el Consejo de Guerra de 1717-01-20.
- Real Cédula de Nueva Planta para el Supremo Consejo de la Guerra de 1773-11-04.
- Decreto de 1834-03-24 de supresión de Consejo de Guerra.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note : *Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra*

Creation: Executive Council Meeting No. 72 (Prime Minister's Department No.167) 13 November 1939

Abolition: Executive Council Meeting No.59A (Prime Minister's Department No.13) of 14 April 1942.

The Administrative Arrangements Orders of 29 November 1939

(Commonwealth of Australia Gazette, No. 153 of 30 November 1939) listed the Acts administered by the Department as:

- Defence Act 1903-1939 (except in relation to the organisation and control of the Naval Forces or the Military Forces)
- Defence Equipment Act 1924, 1928, 1934, 1936, 1937, 1938, 1939
- Defence (Visiting Forces) Act 1939
- Geneva Convention Act 1938
- National Registration Act 1939
- National Security Act 1939
- Telegraph Act 1909
- War Precautions Act Repeal Act 1930-1934, Section 22

Australia, National Archives of Australia

Admitted to the Royal Australasian College of Medical Administrators, 1 May 1974

Australia, Australian Science and Technology Heritage Centre

5.2.7 Organisation interne/généalogie

Objectif:

Présenter l'organisation interne d'une collectivité, ou la généalogie d'une famille.

Règles:

Pour une collectivité, décrire la structure interne, et préciser les dates des modifications dont la connaissance est nécessaire à la compréhension du fonctionnement de la collectivité (par exemple à l'aide d'organigrammes).

Pour une famille, décrire la généalogie (par exemple à l'aide d'un arbre généalogique) de manière à indiquer les relations entre ses membres avec leurs dates.⁵

Exemples:

Originaire de Chinon, en Touraine, enrichie dans la finance, la famille Le Riche fut anoblie au début du XVIII^e siècle. Fils de Pierre Le Riche, seigneur de la Blotière, gentilhomme de la Maison du Roi et valet de chambre de la Reine, Alexandre le Riche (1663-1735), seigneur de Courgains, en Anjou, et de Brétignolles, en Touraine, fut successivement secrétaire du roi, receveur général des finances à Montauban puis à Amiens, directeur général des fermes au Mans et fermier général.

De son premier mariage avec Anne Lebreton, Alexandre le Riche avait eu un fils, Alexandre-Jean-Joseph de la Poupelière (1692-1762), fermier général (1716-1718 et 1721-1762), homme de lettres, auteur d'un *Journal de voyage en Hollande* (1731) et des *Tableaux et mœurs du temps*, mécène et musicien.

D'un deuxième mariage avec Madeleine-Thérèse Chevalier de la Chicaudière, Alexandre Le Riche eut cinq enfants, dont Alexandre-Edme Le Riche de Cheveigné (1697-1768), conseiller au parlement, qui épousa en 1719 Claire-Elisabeth Le Pelletier de la Houssaye, et Alexandre-Pierre le Riche, seigneur de Vandy, directeur général des fermes au Mans en 1771.

Le fils cadet d'Alexandre-Edme, Félix-Alexandre-Claude Le Riche du Perché de Cheveigné (né en 1720), conseiller au parlement de 1766 à 1771, eut de son mariage (1775) avec Louise Adélaïde Toustain un fils, Alexandre-Etienne-Bonaventure, auditeur au Conseil d'Etat, qui épousa une petite-fille de Mathieu-Augustin, comte de Cornet, pair de France (1750-1832). Alexandre-Etienne-Bonaventure eut un fils, Auguste-Alexandre, et un petit-fils, Alexandre-Fernand-Augustin.

France, Centre historique des Archives nationales

Note : *Généalogie pour l'entrée d'autorité* Le Riche, famille

Sir Edward Noel (d 1643) married Julian, daughter and co-heir of Baptists Hicks (d 1629), Viscount Campden, and succeeded to the viscounty of Campden and a portion of his father-in-law's estates. The third Viscount Campden (1612-82) married Hester Wotton, daughter of the second Baron Wotton. The fourth Viscount Campden (1641-89, created Earl of Gainsborough 1682) married Elizabeth Wriothesley, elder daughter of the fourth Earl of Southampton. Jane Noel (d 1811), sister of the fifth and sixth Earls of Gainsborough, married Gerard Anne Edwards of Welham Grove (Leicestershire) and had issue Gerard Noel Edwards (1759-1838). He married in 1780 Diana Middleton (1762-1823) *suo jure* Baroness Barham, daughter of Charles Middleton (1726-1813), created first Baronet of Barham Court (Kent) in 1781 and first Baron Barham in 1805. GN Edwards assumed the surname Noel in 1798 on inheriting the sixth Earl of Gainsborough's Rutland and Gloucestershire estates (though not the Earl's honours, which were extinguished); and he later inherited his father-in-law's baronetcy. His eldest son John Noel (1781-1866) succeeded to the estates of his mother and his father, to his mother's barony and his father's baronetcy, and was created Viscount Campden and Earl of Gainsborough in 1841.

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

Hasta 1586 la organización interna del Consejo de Guerra fue mínima. Con el Rey como presidente, el Consejo estaba constituido por varios consejeros y un secretario, que lo era a su vez de otros consejos, ayudado por oficiales, escribientes y restante personal subalterno.

⁵. Lorsque l'entité décrite est une personne, les informations de nature généalogique peuvent trouver leur place dans les éléments " Histoire " (5.2.2) et/ou dans la zone des relations (5.3).

A partir de 1554 un auditor se encargaba de las materias judiciales y se amplía el número de consejeros, oscilando entre cinco y diez.

En 1586 la Secretaría del Consejo de Guerra se desdobra en Secretaría de Tierra y Secretaría de Mar. El mayor control de dos áreas conflictivas determinó la división en 1646 de la Secretaría de Tierra en dos: Secretaría de Tierra-Cataluña y Secretaría de Tierra-Extremadura.

Tras el advenimiento de la dinastía borbónica a principios del s.XVIII sufrió sucesivas reorganizaciones administrativas acorde con sus nuevas funciones. Las secretarías se unificaron en 1706.

En 1717 la planta del Consejo se redujo en cuanto a su número de consejeros, divididos en militares y togados, la presidencia recayó en el Secretario del Despacho de Guerra y la secretaría desaparece, tramitándose la actividad administrativa a través de la Escribanía de Cámara. La nueva planta del año 1773 reserva, como tradicionalmente ocurrió, la presidencia a la persona del Rey, amplía a veinte el número de consejeros, diez natos y diez asistentes, divididos en sala de gobierno y justicia, y de nuevo restituye la figura del secretario. La plantilla se completa con dos fiscales, tres relatores, un escribano de cámara, abogado, agente fiscal, procurador, oficiales, escribientes, alguaciles y porteros. Esta estructura permaneció prácticamente estable hasta su supresión en 1834.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

5.2.8 Contexte général

Objectif :

Fournir une information significative sur le contexte général, social, culturel, économique, politique, historique, etc., dans lequel la collectivité, la personne ou la famille a vécu ou a exercé son activité.

Règle :

Enregistrer toutes les informations significatives sur le contexte social, culturel, économique, politique, historique, etc., dans lequel l'entité a exercé son activité.

Exemples:

Le cubisme est un courant artistique, né d'une étroite collaboration entre Picasso et Braque, inspiré par Cézanne. Il voit le jour en 1907, avec *Les Femmes d'Alger*, œuvre considérée par les historiens de l'art comme le point de départ de tout l'art moderne, mais il ne prend son nom qu'en 1908, appelé ainsi par le journaliste Louis Vauxcelles lors du compte rendu d'une exposition d'œuvres de Braque.

France, Centre historique des Archives nationales

Note : Contexte général pour l'entrée d'autorité Picasso

Granducato di Toscana, principato mediceo (1569-1737)

Italie, Archivio di Stato di Firenze

Desde los inicios del siglo XX el turismo comenzó a ser considerado por la administración española como una fuente de riqueza que merecía ser apoyada. Jurídicamente se opta por la creación de órganos *ad hoc* para su gestión y con autonomía financiera para el cumplimiento de sus fines, órganos en los que pudieran participar determinadas asociaciones o corporaciones representativas de intereses privados.

Espagne, Archivo General de la Administración

Note: Pour l'entrée d'autorité España. Patronato Nacional de Turismo

En el Antiguo Régimen no existía un sistema reglado, sometido a una ley de procedimiento, lo que dificulta la fijación exacta del periodo de vigencia del cuerpo normativo.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

A instituição foi criada no contexto da formação do Estado Nacional, sendo já prevista na 1ª Constituição (1824), dois anos após a proclamação da independência. Durante o período imperial, na medida em que o país era uma monarquia centralizada, reuniu também documentos de origem provincial. Com a República, dado seu caráter federativo, passou a atuar primordialmente no âmbito do Executivo Federal.

Brésil, Arquivo Nacional

5.3 ZONE DES RELATIONS

L'objectif de cette zone est de décrire les relations avec d'autres collectivités, personnes ou familles, susceptibles d'être décrites dans d'autres notices d'autorité.

5.3.1 Noms/numéro d'immatriculation des collectivités, des personnes ou des familles associées

Objectif:

Indiquer les noms et tout numéro d'immatriculation univoque des entités associées avec lesquelles la relation est établie, et établir des liens avec les notices d'autorité pour les collectivités, les personnes ou les familles concernées.

Règle:

Enregistrer, pour l'entité avec laquelle la relation est établie, la forme autorisée du nom et tout numéro d'immatriculation univoque, en y incluant le numéro de la notice d'autorité décrivant cette entité⁶.

5.3.2 Type de relation

Objectif:

Identifier la nature générale de la relation entre l'entité décrite et une collectivité, une personne ou une famille.

Règle:

Enregistrer le type de relation considérée. Utiliser les typologies générales prescrites par les règles ou conventions nationales, ou à défaut, un des quatre types ci-dessous. Préciser dans l'élément " Règles et conventions " (5.4.3) le référentiel utilisé pour décrire la relation.

- **Relation hiérarchique** [par exemple : supérieur/subordonné ; contrôleur/contrôlé; propriétaire de / appartient à] Dans une relation hiérarchique, l'entité peut exercer une autorité et contrôler les activités de plusieurs collectivités, personnes ou familles. L'entité peut également être subordonné à plusieurs collectivités, personnes ou familles ; c'est en particulier le cas pour une commission mixte ou pour un organisme dont la position hiérarchique évolue.
- **Relation chronologique** [par exemple : prédécesseur de / successeur de] Dans une relation chronologique, l'entité peut succéder à plusieurs collectivités, personnes ou familles pour exercer certaines activités. Inversement, plusieurs collectivités, personnes ou familles peuvent succéder à une seule entité.
- **Relation familiale** Dans une famille, une personne peut avoir des relations avec d'autres membres de la famille, ou avec la famille en tant qu'entité. Lorsque la structure généalogique de la famille est complexe, il peut être bon de créer des notices d'autorité distinctes pour chacun de ses membres, et relier chacun d'eux avec ses parents, conjoint(s) ou enfant(s). Cette information peut également figurer dans l'élément " Organisation interne/Généalogie " (5.2.7).
- **Relation d'association** Cette expression générale désigne tout type de relation autre que ceux mentionnés ci-dessus (par exemple : client/fournisseur, membre, partie de/constitué par, partenaire professionnel...)

5.3.3 Description de la relation

Objectif:

Préciser la nature de la relation.

Règle:

Donner une description précise de la nature de la relation entre l'entité décrite dans la notice d'autorité et l'entité avec laquelle cette relation est établie, par exemple : supérieur de..., subordonné à ..., propriétaire, prédécesseur, époux, épouse, fils, fille, cousin(e), professeur de, élève de, collègue...

Indiquer dans l'élément " Règles ou conventions " (5.4.3) le référentiel utilisé pour décrire la relation.

Il est également possible de remplir cet élément avec un texte rédigé sur l'histoire et/ou la nature de la relation.

⁶. Dans les systèmes manuels le nom et le code d'immatriculation des collectivités, des personnes et des familles en relation peuvent être renvoyés vers la forme autorisée du nom.

5.3.4 Dates de la relation

Objectif:

Indiquer les dates d'existence de la relation considérée.

Règle:

Enregistrer la date de début et s'il y a lieu, la date de fin de la relation. Préciser dans l'élément " Règles ou conventions " (5.4.3) le système de normalisation des dates utilisé (par exemple ISO 8601).

Exemples pour les différents éléments de la zone des relations :

5.3.1 Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	Forme(s) autorisée(s) du nom	Abbadie de Saint-Germain, famille d'
	Numéro d'immatriculation	
5.3.2 Type de relation		Relation d'association
5.3.3 Description de la relation		En 1812, Aymar, marquis de Dampierre, épousa Julie-Charlotte d'Abbadie de Saint-Germain, issue d'une des plus brillantes familles de la noblesse parlementaire en Béarn.
5.3.4 Dates de la relation		1812-

5.3.1 Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	Forme(s) autorisée(s) du nom	Barthélémy, famille
	Numéro d'immatriculation	
5.3.2 Type de relation		Relation d'association
5.3.3 Description de la relation		La famille de Dampierre s'allia aux Barthélémy par le mariage, en 1842, du marquis Elie de Dampierre et d'Henriette Barthélémy (1813-1894), petite-nièce de l'abbé Barthélémy et nièce de François, marquis Barthélémy.
5.3.4 Dates de la relation		1842-

5.3.1 Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	Forme(s) autorisée(s) du nom	Juchault de Lamoricière, famille
	Numéro d'immatriculation	
5.3.2 Type de relation		Relation d'association
5.3.3 Description de la relation		En 1873, Anicet Marie Aymar, comte de Dampierre, fils du marquis Elie, épousa Marie-Isabelle, la plus jeune fille du général de Lamoricière.
5.3.4 Dates de la relation		1873-

France, Centre historique des Archives nationales

Note : Pour l'entrée d'autorité Dampierre, famille de

5.3.1 Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	Forme(s) autorisée(s) du nom	Granducato di Toscana, Restaurazione lorenese, Ministero degli affari ecclesiastici, Firenze (1848 - 1861)
	Numéro d'immatriculation	
5.3.2 Type de relation		Cronologica
5.3.3 Description de la relation		Successore
5.3.4 Dates de la relation		1848

5.3.1 Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	Forme(s) autorisée(s) du nom	Granducato di Toscana, Restaurazione lorenese, Ufficio dello Stato civile toscano, Firenze (1817-1865)
	Numéro d'immatriculation	
5.3.2 Type de relation		Gerarchica
5.3.3 Description de la relation		Ufficio dipendente
5.3.4 Dates de la relation		18 giugno 1817 – 4 giugno 1848
	ISO 8601	1817/06/18-1848/06/04

Italie, Archivio di Stato di Firenze

Forme autorisée du nom	Renvoi (voir)		Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	Dates de la relation
	Type de relation	Description de la relation		
Consejo de Guerra	Temporal	Predecesor	Consejo Real de Castilla ES-47161AGS RA00002	1516 (probable)

Espagne, Archivo General de Simancas

Note : Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

5.3.1 Nom/numéro d'immatriculation de l'entité associée	<i>Forme(s) autorisée(s) du nom</i>	University of New York at Albany M.E. Grenander Department of Special Collections and Archives - The German Intellectual Émigré Collection. - http://library.albany.edu/speccoll/findaids/ger024.htm
	<i>Numéro d'immatriculation</i>	GER 024
5.3.2 Type de relation		Associative
5.3.3 Description de la relation		Academic

Allemagne, Bundesarchiv

5.4. ZONE DU CONTRÔLE

5.4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Objectif:

Identifier de manière univoque la notice d'autorité dans l'environnement au sein duquel elle sera utilisée.

Règle:

Enregistrer un seul numéro d'identification pour la notice d'autorité, conformément aux conventions locales ou nationales. Si la notice d'autorité doit faire l'objet d'une utilisation internationale, enregistrer le code du pays dans lequel la notice d'autorité a été établie, en utilisant la dernière version de la norme ISO 3166 *Codes pour la représentation des noms de pays*.

Lorsque l'auteur de la notice d'autorité est un organisme international, donner le numéro d'identification de l'organisme à la place du code du pays.

Exemples:

ES47161AGS RA 00001

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

GB/NNAF/F10216

Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

AU NLA 93-535878

Australie, National Library of Australia

AU NAA CA 37

Australie, National Archives of Australia

Exemples de codes de pays

AU Australie

CA Canada

ES Espagne

FR France

GB Royaume-Uni

MY Malaisie

SE Suède

US Etats-Unis d'Amérique

5.4.2 Code(s) d'identification du ou des service(s)

Objectif :

Identifier le ou les services responsables de la notice d'autorité.

Règle:

Enregistrer de manière complète, la forme autorisée du nom de chacun des services responsables de l'élaboration, des modifications ou de la diffusion de la notice d'autorité, *ou bien* indiquer un code d'identification de ces services, conformément aux règles nationales ou internationales d'identification des services.

Exemples:

Archivo General de Simancas

ES47161AGS (ISO 15511)

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Archivo General de la Nación

MX9AGN (ISO 15511)

México, Archivo General de la Nación

Archivio di Stato di Firenze

IT AS Fi

Italie, Archivio di Stato di Firenze

SE/RA

Suède, Riksarkivet

US DNA

Etats-Unis, National Archives and Records Administration

DE/ Barch
Allemagne, Bundesarchiv

5.4.3 Règles ou conventions

Objectif:

Identifier les règles ou conventions, nationales ou internationales, qui ont été suivies pour l'élaboration de la notice d'autorité.

Règle:

Enregistrer le nom et, lorsque cela est nécessaire, les éditions et les dates de publication, des règles ou des conventions appliquées. Mettre en évidence les règles qui ont été suivies pour fixer la " forme autorisée du nom " (5.1.2). Indiquer la référence des différents systèmes de normalisation des dates utilisés pour indiquer des dates dans la notice d'autorité (par exemple ISO 8601).

Exemples:

- Norma de estructura de datos básica: ISAAR(CPF)- *International Standard Archival Authority Record For Corporate Bodies, Persons and Families*, Draft 2nd ed., Madrid: International Council on Archives, 12-15 June 2002.
- Norma de contenido de datos: *Reglas de catalogación*. Ed. Nuevamente rev. Madrid: Ministerio de Educación y Cultura, Centro de publicaciones: Boletín Oficial del Estado, 1999.
- Norma de codificación de fechas: ISO 8601- *Data elements and interchange formats –Information interchange- Representation of dates and times*, 2nd ed., Geneve: International Standards Organization, 2000.
- Norma de codificación del país: ISO 3166- *Codes for the representation of names of countries*, Geneve: International Standards Organization, 1997.
- Norma de codificación de institución: ISO 15511- *Information and documentation- International Standard Identifier for Libraries and Related Organizations (ISIL)*, Geneve: International Standards Organization, 2000.
- Norma de codificación de lengua. ISO 639-2- *Codes for the representation of names of languages- Part 2: Alpha-3 Code*, Geneve: International Standards Organization, 1998.
- Norma de codificación de escritura: ISO 15924- *Codes for the representation of names of scripts*, Geneve: International Standards Organization, 2001.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

National Council on Archives, *Rules for the Construction of Personal, Place and Corporate Names*, 1997
Royaume-Uni, The National Archives: Historical Manuscripts Commission

Erfassungsschema nach: Mommsen, Wolfgang A: *Die Nachlässe in deutschen Archiven*, Boppard 1983
Allemagne, Bundesarchiv

5.4.4 Niveau d'élaboration

Objectif:

Indiquer à l'utilisateur le niveau d'élaboration de la notice d'autorité.

Règle:

Enregistrer le niveau d'élaboration de la notice d'autorité, en indiquant si celle-ci est un projet, si elle est validée, si elle a déjà fait l'objet d'une révision, ou si elle a été détruite.

Exemples:

Publié avec le visa de la direction des Archives de France
France, Archives départementales de la Gironde

Finalizado

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Revised

Australie, National Library of Australia

Versão preliminar

Brésil, Arquivo Nacional

5.4.5 Niveau de détail

Objectif:

Indiquer s'il s'agit d'une notice d'autorité élémentaire, moyenne ou complète.

Règle:

Préciser si la notice d'autorité est élémentaire, moyenne ou complète, conformément aux règles ou conventions nationales.

En l'absence de ces règles, on considérera que le niveau *élémentaire* correspond aux notices pour lesquelles seuls les quatre éléments retenus comme essentiels par la norme ISAAR sont renseignés (voir 4.8), et que les notices *complètes* sont celles pour lesquelles tous les éléments pertinents de la norme ISAAR sont renseignés.

Exemples:

Completo

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Full

Australie, National Library of Australia

Resumido

Brésil, Arquivo Nacional

5.4.6 Date(s) de création, de révision ou de destruction

Objectif:

Indiquer quand la notice d'autorité a été créée, révisée ou détruite.

Règle :

Enregistrer la date à laquelle la notice d'autorité a été créée et les dates des différentes révisions.

Préciser dans l'élément " Règles ou conventions " (5.4.3) le système de normalisation des dates utilisé, par exemple ISO 8601.

Exemples:

2002-12-10

Espagne, Archivo General de Simancas

Note : Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

1993-05-12; revised 2002-10-28 [ISO 8601]

Australie, National Library of Australia

5.4.7 Langue(s) et écriture(s)

Objectif:

Indiquer la (les) langue(s) ou l' (les) écriture(s) utilisées dans la notice d'autorité.

Règle:

Enregistrer (les) langue(s) ou l' (les) écriture(s) utilisées dans la notice d'autorité.

Éventuellement, préciser également le code ISO pour les langues (ISO 639 *Codes pour la représentation des noms de langue*) ou pour les écritures (ISO 15924 *Codes pour la représentation des noms d'écritures*).

Exemples:

Español: spa

Escritura latina: ltn

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

5.4.8 Sources

Objectif:

Identifier les sources consultées pour l'élaboration de la notice d'autorité.

Règle:

Enregistrer ici les sources consultées pour l'élaboration de la notice d'autorité.

Exemples:

HMC, *Principal Family and Estate Collections: Family Names L-W*, 1999

Complete Peerage, 1936

Burkes Peerage, 1970

Complete Baronetage, vol 5, 1906

Royaume-Uni, *The National Archives: Historical Manuscripts Commission*

ANDÚJAR CASTILLO, Francisco. Consejo y consejeros de Guerra en el siglo XVIII. Granada : Universidad de Granada, 1996.

DOMÍNGUEZ NAFRÍA, Juan Carlos. El Real y Supremo Consejo de Guerra (siglos XVI-XVIII). Madrid: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001.

FERNÁNDEZ CONTI, Santiago. Los Consejos de Estado y Guerra de la monarquía hispana en tiempos de Felipe II (1548-1598). [Valladolid] : Consejería de Educación y Cultura, 1998.

FERNÁNDEZ CONTI, Santiago. El gobierno de los asuntos de la guerra en Castilla durante el reinado del emperador Carlos V (1516-1558). In Intrex : Instituciones y elites de poder en la monarquía hispana durante el siglo XVI. Madrid : Universidad Autónoma de Madrid, 1992, p. 47-105.

GOODMAN, David. Spanish naval power, 1589-1665: reconstruction and defeat. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.

OYA OZORES, Francisco de. Promptuario del Consejo de Guerra, y Jurisdiccion Militar, en que se refieren el instituto, gobierno, y facultades de este Supremo Tribunal, y los casos en que compete, ó se limita el fuero militar..., según Ordenanzas, y Reales resoluciones. [Madrid] : [s.n.], 1740.

THOMPSON, I.A.A. Guerra y decadencia : gobierno y administración en la España de los Austrias, 1560-1620. Barcelona : Crítica, 1981.

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

ASFi, *Miscellanea Medicea*, 413: "Teatro di grazia e giustizia" di Niccolo Arrighi, cc. 194, 204, 239-242;

La Toscana nell'eta di Cosimo III. Atti del convegno, Pisa - San Domenico di Fiesole (Fi), 4-5 giugno 1990. a cura di Franco Angiolini, Vieri Becagli, Marcello Verga, Firenze, EDIFIR, 1993, 497-520

Italie, Archivio di Stato di Firenze

5.4.9 Notes relatives à la mise à jour de la notice

Objectif:

Donner des informations sur la création et les modifications de la notice d'autorité.

Règle:

Enregistrer les informations pertinentes sur la création et la mise à jour de la notice d'autorité. C'est dans cet élément que peuvent être indiqués les noms des auteurs de la notice d'autorité.

Exemples:

Responsable de la creación del registro de autoridad: Julia Rodríguez de Diego

Espagne, Archivo General de Simancas

Note: Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

Compilatore: Valentina Baggiani

Valentina Baggiani, 27-LUG-03, Intervento di rielaborazione completa del testo e dei contenuti in vista della pubblicazione sul web della scheda.

Italie, Archivio di Stato di Firenze

6. RELATIONS ENTRE LES COLLECTIVITÉS, LES PERSONNES ET LES FAMILLES, ET DES RESSOURCES ARCHIVISTIQUES OU AUTRES

Les notices d'autorité pour les archives sont créées en premier lieu pour donner des informations sur le contexte de production des documents d'archives. Pour que ces informations soient utiles, il est nécessaire de relier les notices d'autorité à la description des documents. Mais les notices d'autorité pour les archives peuvent également être reliées à des informations sur toute autre ressource intéressante. Lorsque de tels liens sont établis, il est important de décrire la nature de la relation – lorsqu'on la connaît – entre la collectivité, la personne ou la famille, et la ressource associée. Le présent chapitre fournit des orientations sur la manière dont de tels liens peuvent être établis dans le cadre d'un système de description archivistique. On se reportera à la figure 1 pour une représentation schématisée.

Les informations peuvent être enregistrées sous une ou plusieurs des formes suivantes :

- un texte rédigé ;
- un texte structuré conformément aux éléments ci-dessous ;
- des liens aux ressources associées.

6.1 Identifiants et intitulés des ressources associées

Objectif:

Identifier de manière univoque la ressource associée, et permettre le lien entre la notice d'autorité et la description de la ressource associée, lorsque cette description existe.

Règle:

Mentionner : l'intitulé et/ou l'identifiant univoque de la ressource associée. Le cas échéant, fournir aussi l'identifiant de la description de cette ressource.

6.2 Nature des ressources associées

Objectif:

Identifier la nature de la (des) ressource(s) associée(s) référencée(s).

Règle:

Préciser la nature des ressources associées : ensemble archivistique (fonds, série organique, etc.), description archivistique, instrument de recherche, monographie, article de périodique, site web, photographie, collection conservée muséale, film documentaire, archives orales...

6.3 Nature des relations

Objectif:

Identifier la nature des relations entre la collectivité, la personne ou la famille et les ressources associées.

Règle:

Décrire la nature des relations entre la collectivité, la personne ou la famille et les ressources associées, à savoir : producteur, auteur, sujet, détenteur, dépositaire, propriétaire des droits d'auteur, propriétaire...

6.4 Dates des ressources associées et/ou des relations

Objectif: Fournir toute date pertinente relative aux ressources associées et/ou aux dates de leurs relations avec la collectivité, la personne et la famille, et préciser la nature de ces dates.

Règle:

Mentionner toute date pertinente relative à la ressource associée et/ou aux dates de ses relations avec la collectivité, la personne et la famille, et préciser la nature de ces dates.

Exemples pour l'ensemble des éléments du présent chapitre:

<i>Première relation</i>		
6.1 Identifiants et intitulés des ressources associées	<i>Intitulé</i>	Fondo Fortunato Depero
	<i>Identifiant</i>	IT MART Dep.
6.2 Nature des ressources associées		Fondo archivistico
6.3 Nature des relations		Soggetto produttore
6.4 Dates des ressources associées et/ou des relations		1894-1960
<i>Deuxième relation</i>		
6.1 Identifiants et intitulés des ressources associées	<i>Intitulé</i>	Fondo Biblioteca Museo Depero
	<i>Identifiant</i>	IT MART q – MD
6.2 Nature des ressources associées		Raccolta libraria
6.3 Nature des relations		Creatore della raccolta
6.4 Dates des ressources associées et/ou des relations		1910 – 1960
<i>Troisième relation</i>		
6.1 Identifiants et intitulés des ressources associées	<i>Intitulé</i>	Collezione Fortunato Depero (Mart: Polo culturale e Galleria Museo Depero, Rovereto (Tn)).
	<i>Identifiant</i>	ITA MART, Coll Dep
6.2 Nature des ressources associées		Collezione d'arte
6.3 Nature des relations		Creatore della collezione
6.4 Dates des ressources associées et/ou des relations		1911 – 1959

Italie, Museo di arte moderna e contemporanea di Trento e Rovereto

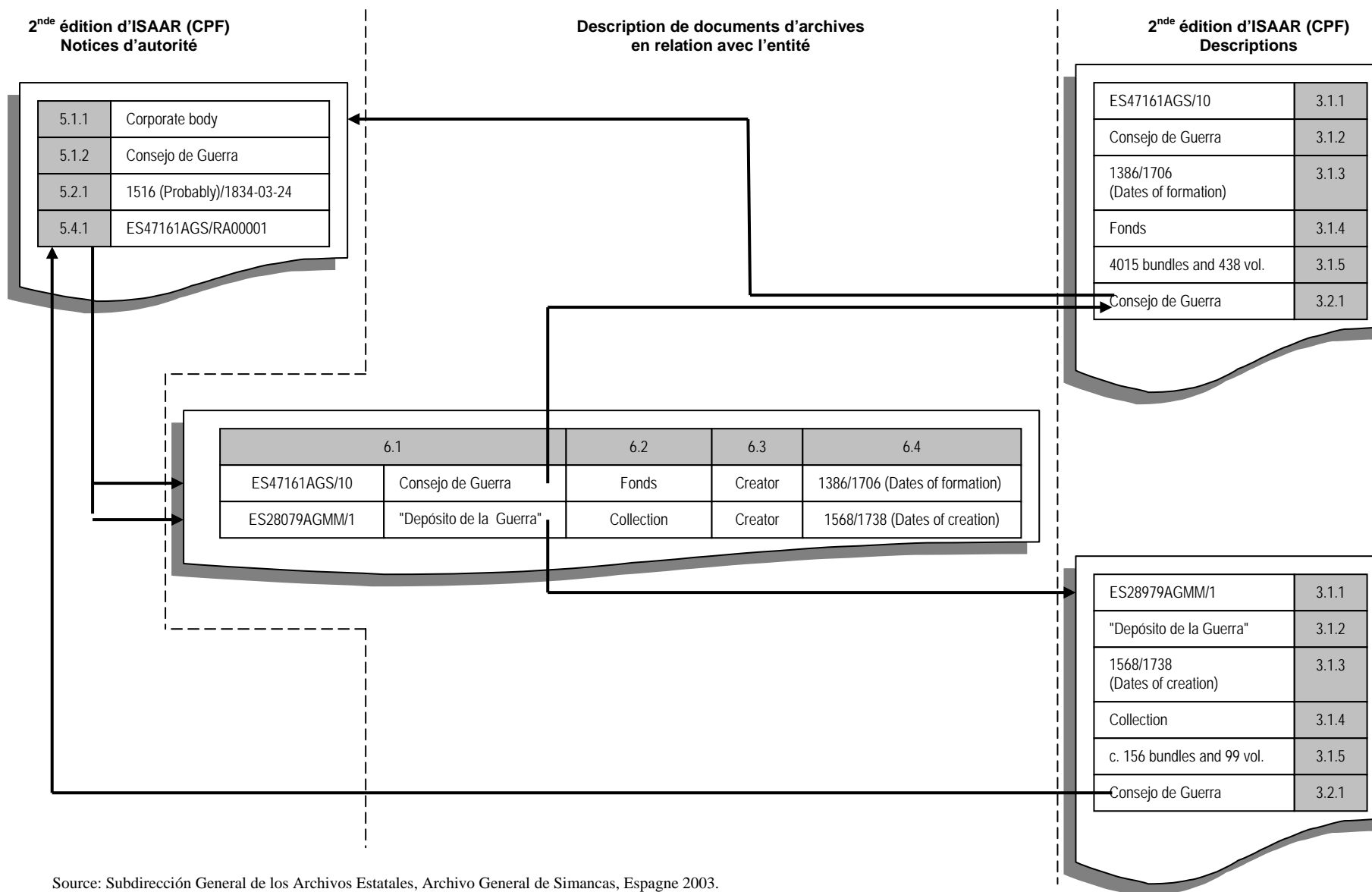
6.1 Identifiants et intitulés des ressources associées	<i>Intitulé</i>	Consejo de Guerra
	<i>Identifiant</i>	ES47161AGS/1.7
6.2 Nature des ressources associées		Descripción archivística
6.3 Nature des relations		Productor
6.4 Dates des ressources associées et/ou des relations	<i>Fecha/s a visualizar</i>	1386/1716
	<i>Fecha/s ISO</i>	1386/1716
	<i>Significado de la/s fecha/s</i>	Fechas de creación

*Espagne, Archivo General de Simancas***Note:** Pour l'entrée d'autorité Consejo de Guerra

6.1 Identifiants et intitulés des ressources associées	Nachlass Arnold Brecht
	DE/Barch/ NL 89
6.2 Nature des ressources associées	Echter Nachlass [Archival materials/fonds]
6.3 Nature des relations	Provenienzstelle [Creator]

Allemagne, Bundesarchiv

Figure 1: Relations entre la 2^{nde} édition d'ISAAR(CPF) et la 2^{nde} édition d'ISAD(G), illustrées par un exemple en langue anglaise



ANNEXE A

Table de concordance des éléments de description entre la 1^{re} et la 2^e édition d'ISAAR (CPF)

1 ^{re} édition	2 ^e édition
1.1. Code d'identification	5.4.1 (Code d'identification de la notice) et 5.4.2 (Code d'identification du service)
1.2. type de notice d'autorité	5.1.1 (Type d'entité)
1.3. Entrée d'autorité	5.1.2 (Forme autorisée)
1.4. Entrée(s) parallèle(s)	5.1.3 (Formes parallèles)
1.5. Forme(s) exclue(s)	5.1.5 (Autres formes)
1.6. Entrée(s) d'autorité associée(s)	5.3 (Zone des relations)
2.1.1. Numéro d'immatriculation	5.1.6 (Numéro d'immatriculation des collectivités)
2.1.2. Noms	5.1.4 (Formes du nom normalisées selon d'autres conventions)
2.1.3. Date(s) et lieu(x) d'existence	5.2.1 (Dates d'existence) et 5.2.3 (Lieux)
2.1.4. Siège	5.2.3 (Lieux)
2.1.5. Statut juridique	5.2.4 (Statut juridique)
2.1.6. Missions, attributions, domaine d'activité	5.2.5 (Fonctions et activités) et 5.2.6 (Textes de référence)
2.1.7. Organigramme	5.2.7 (Organisation interne/généalogie)
2.1.8. Relations	5.3 (Zone des relations)
2.1.9. Autres informations significatives	5.2.8 (Contexte général)
2.2.2. Noms	5.1.4 (Formes du nom normalisées selon d'autres conventions)
2.2.3. Date(s) et lieu(x) d'existence	5.2.1 (Dates d'existence) et 5.2.3 (Lieux)
2.2.4. Lieux de résidence	5.2.3 (Lieux)
2.2.5. Nationalité	5.2.2 (Histoire)
2.2.6. Fonctions, domaine d'activité	5.2.5 (Fonctions et activités)
2.2.8. Relations	5.3 (Zone des relations)
2.2.9. Autres informations significatives	5.2.8 (Contexte général)
2.3.2. Noms	5.1.4 (Formes du nom normalisées selon d'autres conventions)
2.3.3. Date(s) et lieu(x) d'existence	5.2.1 (Dates d'existence) et 5.2.3 (Zones géographiques)
2.3.4. Lieux	5.2.3 (Lieux)
2.3.5. Nationalité	5.2.2 (Histoire)
2.3.6. Fonctions, domaine d'activité	5.2.5 (Fonctions et activités)
2.3.7. Arbre généalogique	5.2.7 (Organisation interne/généalogie)
2.3.8. Relations	5.3 (Zone des relations)
2.3.9. Autres informations significatives	5.2.8 (Contexte général)
3.1. Notes de l'archiviste	5.4.8 (Sources) et 5.4.9 (Notes)
3.2. Règles ou conventions	5.4.3 (Règles ou conventions)
3.3. Date	5.4.6 (Dates de création, de révision ou de destruction)

ANNEXE B

Les exemples fournis ici sont fournis à titre d'illustration et n'ont aucune valeur prescriptive. Ils montrent des applications possibles des règles. Il ne faut donc pas prendre ces exemples, ou la forme dans laquelle ils sont présentés, comme des instructions. Les règles de la présente norme précisent quelles informations doivent figurer dans une notice d'autorité, elles ne portent pas sur la présentation de ces informations, car il existe une grande variété d'approches qui toutes peuvent être conformes à ces règles.

D'autres exemples peuvent être trouvés sur le site Internet du Comité :

<http://www.hmc.gov.uk/icaeds/icaeds.htm>

EXEMPLES COMPLETS

Exemple n° 1. Collectivité.

Langue : anglais, pays d'origine : USA

5.1 IDENTITY AREA		
5.1.1 Type of entity		Corporate body
5.1.2 Authorized form(s) of name		Department of State. Peace Corps. (03/03/1961-07/01/1971)
5.1.2 Authorized form(s) of name		ACTION. Peace Corps. (07/01/1971-1982)
5.1.2 Authorized form(s) of name		Peace Corps. (1982-)
5.1.4 Standardized forms of name according to other rules	AACR2R	Peace Corps (U.S.)
5.2 DESCRIPTION AREA		
5.2.1 Dates of existence		1961-
5.2.2 History		The Peace Corps was established as an operating agency in the Department of State by Department of State Delegation of Authority 85-11, effective March 3, 1961, pursuant to Executive Order (E.O.) 10924, March 1, 1961. It was recognized legislatively by the Peace Corps Act (75 Stat. 612), approved September 22, 1961. The Peace Corps was reassigned to the newly established ACTION by Reorganization Plan No. 1 of 1971, effective July 1, 1971. It was made autonomous within ACTION by E.O. 12137, May 16, 1979, and was made an independent agency by Title VI of the International Security and Development Corporation Act of 1981 (95 Stat. 1540), February 21, 1982. The Peace Corps administered and coordinated Federal international volunteer and related domestic volunteer programs including the areas of agricultural assistance, community development, education, environmental protection, and nation assistance.
5.2.5 Functions, occupations and activities		Agricultural assistance Community development Education Environmental protection Nation assistance
5.3 RELATIONSHIPS AREA		
First Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Department of State.
	<i>Other form of name</i>	
5.3.2 Category of relationship		Hierarchical
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Subordinate agency
	<i>Narrative</i>	
5.3.4 Dates of the relationship		03/03/1961-07/01/1971
	<i>Dates ISO 8601</i>	1961/03/03-1971/07/01
Second Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	ACTION.
	<i>Other form of name</i>	

5.3.2 Category of relationship		Hierarchical
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Subordinate agency
	<i>Narrative</i>	
5.3.4 Dates of the relationship		07/01/1971-1982
	<i>Dates ISO 8601</i>	1971/01/01-1982
5.4 CONTROL AREA		
5.4.1 Authority record identifier		ARC ID 976172
5.4.2 Institution identifiers		DNA
5.4.3 Rules and/or conventions		U.S. National Archives and Records Administration, Lifecycle Data Requirements Guide (for creating the authorized form of the name).
5.4.4 Status		Approved
5.4.6 Dates of creation, revision or deletion		2001/11/03
5.4.7 Languages and scripts		English
5.4.8 Sources		National Archives Guide, Section 490.1
6. RELATING CORPORATE BODIES, PERSONS AND FAMILIES TO ARCHIVAL MATERIALS AND OTHER RESOURCES		
<i>First Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Photographs of Arts and Culture in Ghana
	<i>Unique Identifier</i>	US DNA 558686
6.2 Type of related resource		Archival materials (series)
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		ca. 1970 (approximate date of the recordkeeping system)
<i>Second Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Photographs of Peace Corps Training in Hilo, Hawaii
	<i>Unique Identifier</i>	US DNA 558689
6.2 Type of related resource		Archival materials (series)
6.3 Nature of relationship		creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1963 (date of the recordkeeping system)
<i>Third Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Remarks to Peace Corps Trainees
	<i>Unique Identifier</i>	US DNA 193889
6.2 Type of related resource		Archival materials (file)
6.3 Nature of relationship		Subject
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1962/09/08 (creation date of the file)

Exemple n° 2. Collectivité.**Langue : espagnol, pays d'origine : Espagne.**

5.1 ÁREA DE IDENTIFICACIÓN		
5.1.1 Tipo de entidad		Institución
5.1.2 Forma(s) autorizadas del nombre		Consejo de Guerra
5.1.5 Otras formas del nombre		Consejo de la Guerra Consejo de Guerra y Marina Supremo Consejo de Guerra Real y Supremo Consejo de Guerra
5.2 ÁREA DE DESCRIPCIÓN		
5.2.1 Fechas de existencia	<i>Fechas a visulizar</i>	1516 (probable)/1834-03-24
	<i>Fechas ISO 8601</i>	1516/1834-03-24
5.2.2 Historia		No existe una fecha exacta de constitución del Consejo de Guerra. La primera mención data de 1516. Fue suprimido el 24 de marzo de 1834.
5.2.3 Lugar(es)		- Valladolid (sede habitual hasta 1561 y en 1601-1605) - Madrid (sede en 1561-1601 y 1606-1834)
5.2.4 Estatuto jurídico		Organismo de la Administración Central del Estado (1516 probable-1834)
5.2.5 Funciones, ocupaces y actividades		La finalidad del Consejo de Guerra fue la resolución de todos los asuntos relacionados con el ámbito militar. Simultáneamente tuvo competencias judiciales y gubernativas. Por las primeras entendía en todas las causas civiles y criminales en las que intervenía personal militar. Por las segundas resolvía cuestiones de levas y reclutamientos, nombramientos de jefes militares, aprovisionamiento, construcción de navíos, preparación de armadas, fabricación de armamento, sistemas defensivos, hospitales, ejércitos permanentes de la Península (guardas y milicias...). En el siglo XVIII con la creación de la Secretaría del Despacho Universal de la Guerra las atribuciones del Consejo quedaron reducidas a cuestiones contenciosas y judiciales, asuntos de protocolo e interpretación de ordenanzas y reglamentos militares. El ámbito territorial de actuación se limitó a la Península, Islas Baleares y Canarias así como norte de África.
5.2.6 Atribucion(es)/ Fuente(s) legal(es)		- Instrucciones de 13-VI-1586 por las que se crean y definen las secretarías de Tierra y Mar. - Real Cédula de 14-IV-1646 sobre división de la Secretaría de Tierra en dos: Secretaría de Tierra- Cataluña y Secretaría de Tierra- Extremadura. - Real Decreto de 2-X-1706 reduciendo a una las dos secretarías del Consejo. - Real Decreto de Nueva Planta para el Consejo de Guerra de 23-IV-1714 - Real Decreto de Nueva Planta para el Consejo de Guerra de 23-VIII-1715. - Real Decreto de Nueva Planta para el Consejo de Guerra de 20-I-1717. - Real Cédula de Nueva Planta para el Supremo Consejo de la Guerra de 4-XI-1773. - Decreto de 24-III-1834 de supresión del Consejo de Guerra.
5.2.7 Estructura(s) interna(s)/ Genealogía		Hasta 1586 la organización interna del Consejo de Guerra fue mínima. Con el Rey como presidente, el Consejo estaba constituido por varios consejeros y un secretario, que lo era a su vez de otros consejos, ayudado por oficiales, escribientes y restante personal subalterno. A partir de 1554 un auditor se encargaba de las materias judiciales y se amplía el número de consejeros, oscilando entre cinco y diez. En 1586 la Secretaría del Consejo de Guerra se desdobra en Secretaría de Tierra y Secretaría de Mar. El mayor control de dos áreas conflictivas determinó la división en 1646 de la Secretaría de Tierra en dos: Secretaría de Tierra-Cataluña y Secretaría de Tierra-Extremadura. Tras el advenimiento de la dinastía borbónica a principios del siglo XVIII sufrió sucesivas reorganizaciones administrativas acorde con sus nuevas funciones. Las secretarías se unificaron en 1706. En 1717 la planta del Consejo se redujo en cuanto a su número de consejeros, divididos en militares y togados, la presidencia recayó en el Secretario del Despacho de Guerra y la secretaría desaparece, tramitándose la actividad administrativa a través de

		la Escribanía de Cámara. La nueva planta del año 1773 reserva, como tradicionalmente ocurrió, la presidencia a la persona del Rey, amplía a veinte el número de consejeros, diez natos y diez asistentes, divididos en sala de gobierno y justicia, y de nuevo restituye la figura del secretario. La plantilla se completa con dos fiscales, tres relatores, un escribano de cámara, abogado, agente fiscal, procurador, oficiales, escribientes, alguaciles y porteros. Esta estructura permaneció prácticamente estable hasta su supresión en 1834.
5.2.8 Contexto general		La inexistencia en el Antiguo Régimen de un sistema reglado, sometido a una ley de procedimiento, dificulta la fijación exacta del periodo de vigencia del cuerpo normativo, que rara vez contempla este aspecto. Por ello, en el elemento 5.2.6 no se ha consignado el intervalo de fechas en que las fuentes de autoridad se aplican o están vigentes con plena eficacia legal.
5.3 ÁREA DE RELACIONES		
<i>Primera Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Consejo Real de Castilla
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00002
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Predecesor
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visulizar</i>	1516 (probable)
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1516
<i>Segunda Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Tribunal Supremo de Guerra y Marina
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00003
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Sucesor
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visulizar</i>	1834-03-24
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1834-03-24
<i>Tercera Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Ministerio de la Guerra
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00004
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Sucesor
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visulizar</i>	1834
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1834
<i>Cuarta Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Secretaría del Despacho de Guerra
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00005
5.3.2 Naturaleza de la relación		Asociativa
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Entidad relacionada por tramitación administrativa
	<i>Forma narrativa</i>	La Secretaría del Despacho de Guerra era la encargada de la dirección y ejecución de la política militar terrestre. Para este fin mantenía una relación estrechísima con el Consejo en la tramitación administrativa de los expedientes relativos a sus competencias. El Secretario del Despacho fue en algún periodo presidente del propio Consejo.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visulizar</i>	1717-01-20/1834-03-24
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1717-01-20/1834-03-24
<i>Quinta Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Secretaría del Despacho de Marina
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00006
5.3.2 Naturaleza de la relación		Asociativa
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Entidad relacionada por tramitación administrativa
	<i>Forma narrativa</i>	La Secretaría del Despacho de Marina era la encargada de la dirección de la política militar marítima. Para ello mantenía una relación estrechísima con el Consejo en la tramitación administrativa de los expedientes relativos a sus competencias.

5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visualizar</i>	1717-01-20/1834-03-24
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1717-01-20/1834-03-24
<i>Sexta Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Consejo de Estado
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00007
5.3.2 Naturaleza de la relación		Asociativa
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Entidad relacionada por tramitación administrativa
	<i>Forma narrativa</i>	El Consejo de Estado durante los siglos XVI y XVII era el órgano competente en el diseño de la política de paz y guerra así como en el desarrollo de la política militar extra-peninsular (Flandes e Italia). A lo largo del siglo XVIII ejerció un papel de asesor del Consejo de Guerra en estas materias y en algunos periodos de dicho siglo compartieron miembros.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visualizar</i>	1526 (probable)/1834-03-24
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1526/1834-03-24
<i>Séptima Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Contaduría del Sueldo
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00008
5.3.2 Naturaleza de la relación		Asociativa
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Entidad relacionada por tramitación administrativa
	<i>Forma narrativa</i>	La Contaduría del Sueldo mantuvo durante los siglos XVI y XVII una correspondencia directa e intensa con el Consejo de Guerra por tratarse de un organismo de la Contaduría Mayor de Hacienda encargado de la información, registro y control de los pagos al ejército.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visualizar</i>	1516 (probable)/1705
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1516/1705
<i>Octava Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Contaduría Mayor de Cuentas
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00009
5.3.2 Naturaleza de la relación		Asociativa
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Entidad relacionada por tramitación administrativa
	<i>Forma narrativa</i>	La Contaduría Mayor de Cuentas fue el órgano de intervención y fiscalización del gasto ocasionado por la política y administración militar.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visualizar</i>	1516 (probable)/1828
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1516/1828
<i>Novena Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Consejo de Hacienda
	<i>Identificador del registro de autoridad</i>	ES47161AGS/RA00010
5.3.2 Naturaleza de la relación		Asociativa
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción específica</i>	Entidad relacionada por tramitación administrativa
	<i>Forma narrativa</i>	El Consejo de Hacienda tuvo durante los siglos XVI y XVII la responsabilidad de dirigir y controlar la política de financiación de la guerra. Para el desenvolvimiento de la actividad administrativa que el ejercicio de estas funciones conlleva el Consejo de Guerra necesitaba inexcusablemente el concurso del Consejo de Hacienda. Por esta razón sus miembros formaron parte junto con los del Consejo de Guerra de todas las Juntas específicas de la actividad militar: Junta de Presidios, Junta de Armadas, Junta de Fronteras, Junta del Almirantazgo...etc
5.3.4 Fechas de la relación	<i>Fechas a visualizar</i>	1523/1834-03-24
	<i>ISO 8601</i>	1523/1834-03-24
5.4 ÁREA DE CONTROL		
5.4.1 Identificador del registro de autoridad		ES47161AGS/RA00001
5.4.2 Identificador(es) de la Agencia	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Archivo General de Simancas
	<i>Código</i>	ES-47161AGS
	<i>Norma de identificación</i>	ISO 15511 - <i>Information and documentation - International standard identifier for libraries and related organizations (ISIL)</i> , Geneva: International Organization for Standardization, 2003.

5.4.3 Reglas y/o convenciones		<ul style="list-style-type: none"> - Norma de estructura de datos básica: ISAAR (CPF) - <i>International Standard Archival Authority Record For Corporate Bodies, Persons and Families</i>, 2nd ed., Canberra: International Council on Archives, 2004. - Norma de contenido de datos: Reglas de catalogación. Ed. nuevamente rev. Madrid: Ministerio de Educación y Cultura, Centro de publicaciones : Boletín Oficial del Estado, 1999. - Norma de codificación de fechas: ISO 8601 - <i>Data elements and interchange formats - Information interchange - Representation of dates and times</i>, 2nd ed., Geneva: International Organization for Standardization, 2000. - Norma de codificación de país: ISO 3166 - <i>Codes for the representation of names of countries</i>, Geneva: International Organization for Standardization, 1997. - Norma de codificación de institución: ISO 15511 - <i>Information and documentation - International standard identifier for libraries and related organizations (ISIL)</i>, Geneva: International Organization for Standardization, 2003. - Norma de codificación de lengua: ISO 639-2 - <i>Codes for the representation of names of languages, Alpha-3 code</i>, Geneva: International Organization for Standardization, 1998. - Norma de codificación de escritura: ISO 15924 - <i>Codes for the representation of names of scripts</i>, Geneva: International Organization for Standardization, 2001. - Norma de referencias bibliográficas: ISO 690 - <i>Documentation - Bibliographic references - Content, form and structure</i>, Geneva: International Organization for Standardization, 1987.
5.4.4 Estado		Finalizado
5.4.5 Nivel de detalle		Completo
5.4.6 Fechas de creación, revisión o eliminaciones	Fecha ISO 8601 de creación	2002-10-25
	Fecha ISO 8601 de revisión	2003-12-05
5.4.7 Legua(s) y escritura(s)		Español en escritura latina.
	Código ISO 639-2	spa
	Código ISO 15024	latn
5.4.8 Fuentes		<p>ANDÚJAR CASTILLO, Francisco. Consejo y consejeros de Guerra en el siglo XVIII. Granada : Universidad de Granada, 1996.</p> <p>DOMÍNGUEZ NAFRÍA, Juan Carlos. El Real y Supremo Consejo de Guerra (siglos XVI-XVIII). Madrid: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001.</p> <p>FERNÁNDEZ CONTI, Santiago. Los Consejos de Estado y Guerra de la monarquía hispana en tiempos de Felipe II (1548-1598). [Valladolid] : Consejería de Educación y Cultura, 1998.</p> <p>FERNÁNDEZ CONTI, Santiago. El gobierno de los asuntos de la guerra en Castilla durante el reinado del emperador Carlos V (1516-1558). In Intrex : Instituciones y elites de poder en la monarquía hispana durante el siglo XVI. Madrid : Universidad Autónoma de Madrid, 1992, p. 47-105.</p> <p>GOODMAN, David. Spanish naval power, 1589-1665 : reconstruction and defeat. Cambridge : Cambridge University Press, 1997.</p> <p>OYA OZORES, Francisco de. Promptuario del Consejo de Guerra, y Jurisdicción Militar, en que se refieren el instituto, gobierno, y facultades de este Supremo Tribunal, y los casos en que compete, ó se limita el fuero militar..., según Ordenanzas, y Reales resoluciones. [Madrid] : [s.n.], 1740.</p> <p>THOMPSON, I.A.A. Guerra y decadencia : gobierno y administración en la España de los Austrias, 1560-1620. Barcelona : Crítica, 1981.</p>
5.4.9 Notas de mantenimiento		Registro de autoridad creado por Julia Rodríguez de Diego.
6. RELACIÓN DE INSTITUCIONES, PERSONAS Y FAMILIAS CON DOCUMENTOS DE ARCHIVO Y OTROS RECURSOS		
<i>Primer Recurso Relacionado</i>		
6.1 Identificadores y títulos de los recursos relacionados	Título	Consejo de Guerra
	Identificador único	ES47161AGS/10
6.2 Tipos de recursos relacionados		Fondo
6.3 Naturaleza de las relaciones		Productor

6.4 Fechas del recursos relacionado y/o de las relaciones	<i>Fechas a visualizar</i>	1386/1706
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1386/1706
	<i>Tipo de fecha</i>	Fechas de formación
<i>Segundo Recurso Relacionado</i>		
6.1 Identificadores y títulos de los recursos relacionados	<i>Título</i>	"Depósito de la Guerra"
	<i>Identificador único</i>	ES28079AGMM/1
6.2 Tipos de recursos relacionados		Colección
6.3 Naturaleza de las relaciones		Productor
6.4 Fechas del recursos relacionado y/o de las relaciones	<i>Fechas a visualizar</i>	1568 /1738
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1568 /1738
	<i>Tipo de fecha</i>	Fechas de creación

Exemple n° 3. Collectivité.**Langue : espagnol, pays d'origine : Mexique.**

5.1. ÁREA DE IDENTIFICACIÓN		
5.1.1 Tipo de entidad		Institución
5.1.2 Forma(s) autorizadas del nombre		Real Lotería de la Nueva España
5.1.5 Otras formas del nombre		Lotería Real Lotería Real Casa de Lotería Real Lotería General de la Nueva España Lotería Moderna (1812) Lotería Real (1814) Renta de Lotería del Imperio de México (1821) Lotería Nacional (1832/1842)
5.2 ÁREA DE DESCRIPCIÓN		
5.2.1 Fechas de existencia	<i>Fechas a visualizar</i>	1767/1842
	<i>Fecha ISO 8601</i>	1767/1842
5.2.2 Historia		<p>Con el fin de crear una nueva fuente de ingresos para la Real Hacienda en la Nueva España, el Rey Español Carlos III aprobó el proyecto para el establecimiento de la Real Lotería de la Nueva España. Las ordenanzas para Lotería fueron emitidas en 1769. El 25 de septiembre de 1770 celebraron los primeros sorteos con un fondo de 84,000 pesos.</p> <p>En 1781 el Virrey Don Martín de Mayorga otorgó la primera aportación de la Real Lotería para la Beneficencia Pública, siendo esta al Hospicio de pobres.</p> <p>Durante la guerra de independencia que inició en Nueva España en 1810, hubo varios cambios para la Real Lotería de la Nueva España, entre ellos, el Virrey Félix María Calleja instituyó loterías forzosas en la capital y en los Estados para obligar a comprar billetes a todos los empleados del Gobierno Nobleza, Ejército y Clero y de esta manera recabar fondos para combatir a la insurgencia. A su vez, debido a las ideas independentistas, la Real Lotería fue cambiada de nombre varias veces. Entre otros se le llamó Lotería Moderna (1812), Lotería Real (1814), Renta de Lotería del Imperio de México (1821) o Lotería Nacional (1832).</p>
5.2.3 Lugar(es)		Ciudad de México Nueva España y sus provincias Estados de la República Mexicana
5.2.4 Estatuto jurídico		Organismo de la Administración Central del Estado, 1769
5.2.5 Funciones, ocupaciones y actividades		<p>En su origen, la Real Lotería se encargó de efectuar sorteos en la ciudad de México y las provincias de la Nueva España. Entre otras funciones dió instrucciones precisas acerca del manejo de los fondos y de los billetes, incluyendo los castigos por fraude y malversación de fondos. La Real Lotería otorgó en muchos casos concesiones de rifas de billetes a instituciones religiosas y de caridad para que el producto de las rifas se destinara a reconstruir edificios, curar enfermos y sostener indigentes.</p> <p>En otro momento la lotería permitió financiar los gastos de la guerra de independencia de 1810 o de la construcción de la vía Ferrocarril México-Toluca.</p>
5.2.6 Atribución(es)/Fuente(s) legal(es)		Ordenanzas de la Real Hacienda de la Nueva España, 1769 Bando Real publicado el 19 de septiembre de 1770
5.2.7 Estructura(s) interna(s)/Genealogía		<p>En su origen la Lotería en la Nueva España estaba presidida por un director, un oficial mayor, un colector, un contador, así como colectores foráneos encargados de recaudar el producto de la Lotería en las provincias de la Nueva España.</p> <p>Durante la guerra de la independencia de 1810, el Virrey Félix María Calleja instituyó dos Loterías forzosas, una para la Capital y otra para los Estados, ambas dependientes de la Real Lotería.</p>
5.3 ÁREA DE RELACIONES		
<i>Primera Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Real Hacienda
	<i>Identificador único</i>	MX9AGN98
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal

5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción precisa</i>	Predecesor
	<i>Descripción narrativa</i>	La Real Hacienda se fundó en el siglo XV como parte de la estructura institucional del Virreynato de la Nueva España. Entre los ramos que la conformaban destacan los relacionados con los impuestos perpetuos. Otros ramos eran los que tenían un destino particular y piadoso como bulas, diezmos y otros ingresos como los impuestos al tabaco, naipes y azogue. De la existencia de estos ramos derivó el interés de la Real Hacienda por crear la lotería como una instancia independiente dedicada a realizar sorteos públicos para obtener recursos.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>fechas a visualizar</i>	1650/1800
	<i>fecha/s ISO</i>	1650/1800
<i>Segunda Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Lotería de la Academia Nacional de San Carlos
	<i>Identificador único</i>	MX9AGN67
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción precisa</i>	Sucesor
	<i>Descripción narrativa</i>	En 1842 se publicó el decreto que consignaba la renta de la Lotería Nacional a la Academia de San Carlos. Así fue que la Lotería ayudó a otorgar recursos a la Academia de San Carlos para comprar obras de arte, dar becas a los alumnos para estudiar en Europa y traer maestros del extranjero.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>fechas a visualizar</i>	1842/1861
	<i>fecha/s ISO</i>	1842/1861
<i>Tercera Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Lotería Nacional
	<i>Identificador único</i>	MX9AGN67
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción precisa</i>	Sucesor
	<i>Descripción narrativa</i>	En 1861 el Presidente de México Benito Juárez, establece oficialmente la Lotería Nacional, que entre otras funciones tendría la de sostener a las escuelas de Bellas Artes, Agricultura y Casa de Cuna.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>fechas a visualizar</i>	1861/1877
	<i>fecha/s ISO</i>	1861/1877
<i>Cuarta Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Lotería para la Beneficencia Pública
	<i>Identificador único</i>	MX9AGN67
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción precisa</i>	Sucesor
	<i>Descripción narrativa</i>	En 1877 el Ministerio de Gobernación emitió una circular para instituir la creación de la Dirección de Beneficencia Pública, la cual dependerá de dicho Ministerio y administraría todos los hospitales, hospicios, casas de corrección y establecimientos de beneficencia. En abril de ese año, la Junta Directiva de la Beneficencia Pública solicitó la creación de la Lotería para la Beneficencia Pública, la cual fue autorizada.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>fechas a visualizar</i>	1877/1881
	<i>fecha/s ISO</i>	1877/1881
<i>Quinta Relación</i>		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	<i>Forma autorizada del nombre</i>	Lotería Auxiliar para Obras Públicas
	<i>Identificador único</i>	MX9ALNAP
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	<i>Descripción precisa</i>	Sucesor
	<i>Descripción narrativa</i>	A partir de 1881 la lotería siguió orientada a fomentar la beneficencia y se dedicó también a la construcción de edificios públicos.
5.3.4 Fechas de la relación	<i>fechas a visualizar</i>	1881/1915
	<i>fecha/s ISO</i>	1881/1915

Sexta Relación		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	Forma autorizada del nombre	Lotería Nacional para la Beneficencia Pública.
	Identificador único	MX9ALNAP
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	Descripción precisa	Sucesor
	Descripción narrativa	Después de 1881, la lotería siguió funcionando y entre 1915 y 1920 fue suspendida por decisión del Presidente de la República Venustiano Carranza. En 1920 se restableció nuevamente con el nombre de Lotería Nacional para la Beneficencia Pública..
5.3.4 Fechas de la relación	fechas a visualizar	1920/1960
	fecha/s ISO	1920/1960
Séptima Relación		
5.3.1 Nombre(s)/ Identificador(es) de instituciones, personas o familias relacionadas	Forma autorizada del nombre	Lotería Nacional para la Asistencia Pública
	Identificador único	MX9ALNAP
5.3.2 Naturaleza de la relación		Temporal
5.3.3 Descripción de la relación	Descripción precisa	Sucesor
	Descripción narrativa	A partir de 1960 se creó la Lotería Nacional para la Asistencia Pública que rige hasta el día de hoy.
5.3.4 Fechas de la relación	fechas a visualizar	1960/2002
	fecha/s ISO	1960/2002
5.4 ÁREA DE CONTROL		
5.4.1 1 Identificador del registro de autoridad		MX9AGN67
5.4.2 Identificador(es) de la Agencia	Forma autorizada del nombre	Archivo General de la Nación
	Código ISO 15511	MX9AGN
5.4.3 Reglas y/o convenciones		<ul style="list-style-type: none"> - Norma de estructura de datos básica: ISAAR (CPF) - International Standard Archival Authority Record for Corporate Bodies, Persons and Families, Draft 2nd ed., Madrid: International Council on Archives, 12-15 June 2002. - Norma de codificación de fechas: ISO 8601 - Data elements and interchange formats -information interchange- Representation of dates and times, 2nd. ed., Geneve: International Standards Organisation, 2000. - Norma de codificación de país: ISO 3166. Codes for the representation of names of countries, Geneve: International Standards Organisation, 1977. - Norma de Codificación de lengua: ISO 15924 - Codes for the representation of names of scripts, Geneve: International Standards Organisation, 2001. - Listado Oficial para codificar los Estados y Municipios de la República Mexicana, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, 2002.
5.4.4 Estado		Versión final
5.4.5 Nivel de detalle		Completo
5.4.6 Fechas de creación, revisión o eliminaciones	Fechas a visualizar	2002-12-16
	Fecha/s ISO 8601	2002-12-16
5.4.7 Legua(s) y escritura(s)	Datos a visualizar	Español en escritura latina
	Código de lengua ISO 639-2	spa
	Código de escritura ISO 15024	latn
5.4.8 Fuentes		
	Notas	Significado de las siglas citadas: AGN: Archivo General de la Nación de México ALNAP: Archivo de la Lotería Nacional para la Asistencia Pública
5.4.9 Notas de mantenimiento	Responsable de la creación del registro de autoridad	Juan Manuel Herrera y Yolia Tortolero, Archivo General de la Nación, México.

Exemple n° 4. Collectivité.**Langue : portugais, pays d'origine : Brésil.**

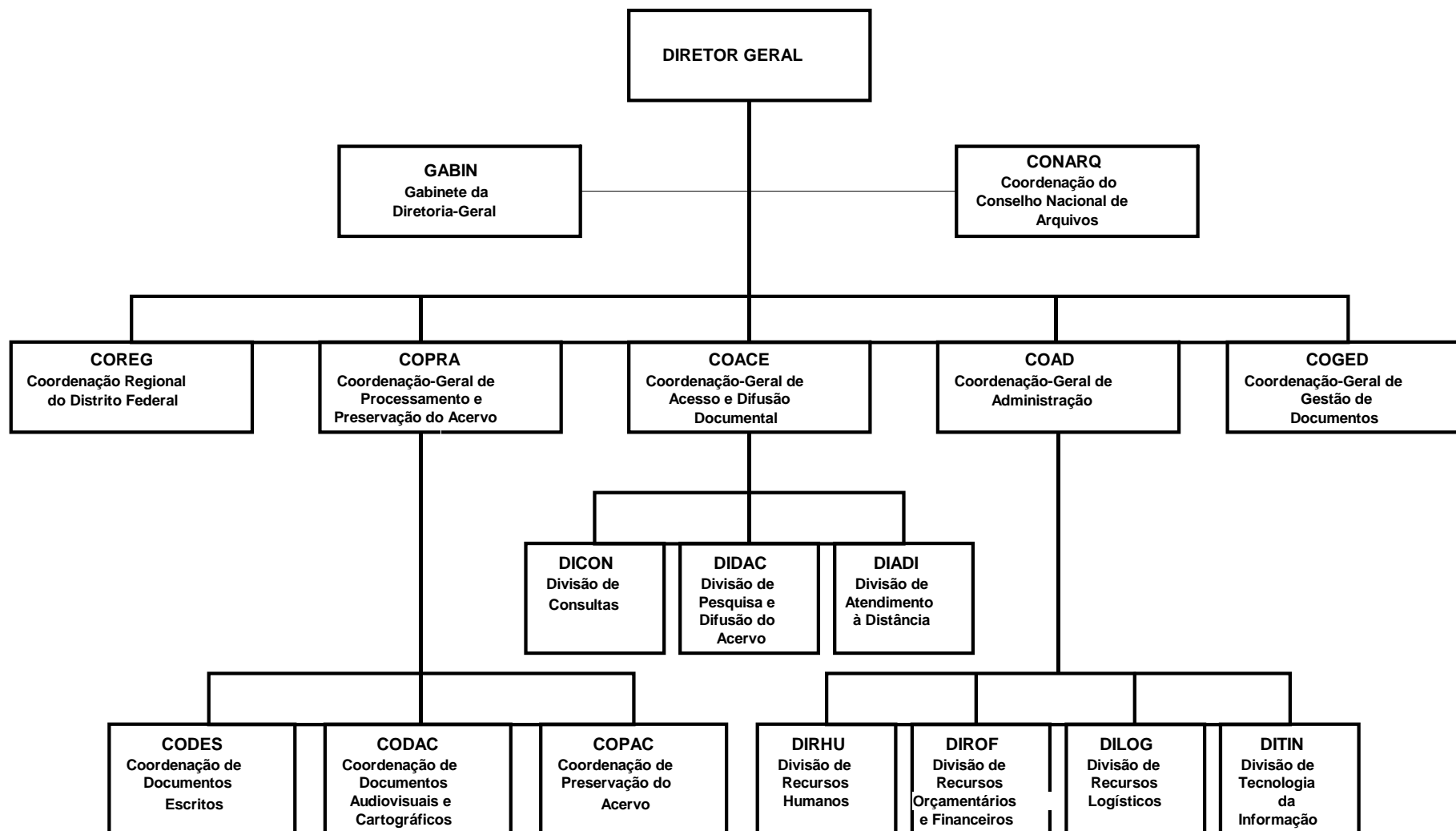
5.1 ÁREA DE IDENTIFICAÇÃO		
5.1.1 Tipo de entidade	Entidade coletiva	
5.1.2 Formas(s) autorizada(s) do nome	Arquivo Nacional (Brasil)	
5.1.4 Formas normalizadas do nome de acordo com outras regras	Brasil. Arquivo Nacional [cf. AACR2]	
5.1.5 Outras formas do nome	Arquivo Público do Império (1838 – 1890) Archivo Público do Império Arquivo Público Nacional (1890 – 1911) Archivo Público Nacional Arquivo Nacional (1911 -) Archivo Nacional	
5.1.6 Identificadores para entidades coletivas	04.374.067/0001-47 (Cadastro Nacional de Pessoas Jurídicas - CNPJ) 00320 (nº da unidade protocolizadora no Governo Federal)	
5.2 ÁREA DE DESCRIÇÃO		
5.2.1 Datas de existência		1838 -
	Datas ISO 8601	
5.2.2 História	<p>Previsto na Constituição de 1824, o Arquivo Público do Império foi estabelecido na Secretaria dos Negócios do Império pelo regulamento nº 2, de 2/1/1838. Tinha por competência a guarda dos diplomas legais dos poderes Legislativo, Executivo, Judiciário e Moderador, dos documentos eclesiásticos, dos relativos à família imperial e às relações exteriores. Em 3/3/1860, o decreto nº 2.541 reorganizou o órgão, que passou a guardar e classificar os documentos concernentes ao direito público, à legislação, à administração, à história e geografia do Brasil.</p> <p>Em 21/11/1890, pelo decreto nº 10, o Arquivo Público do Império teve seu nome alterado para Arquivo Público Nacional, mantendo-se na Secretaria dos Negócios do Interior. Em 3/12/1892, o decreto nº 1.160 o transferiu para o Ministério da Justiça e Negócios Interiores.</p> <p>Em 21/11/1958, o decreto nº 44.862 aprovou uma nova competência para o órgão: preservar os documentos de valor administrativo ou histórico, oriundos dos órgãos da União e entidades de direito privado por ela instituídos e os de valor histórico, provenientes de entidades públicas ou particulares; possibilitar seu uso aos órgãos governamentais e particulares e promover a pesquisa histórica, realizá-la, e divulgar a história pátria, visando a educação cívica do brasileiro. Em 15/10/1975, a portaria nº 600-B do Ministério da Justiça determinou que o órgão tinha por finalidade recolher e preservar o patrimônio documental do país com o objetivo de divulgar o conteúdo científico cultural e incentivar a pesquisa relacionada com os fundamentos e as perspectivas do desenvolvimento nacional.</p> <p>A portaria nº 384, de 12/7/1991, do Ministério da Justiça, aprovou um novo regimento interno para o Arquivo Nacional, que se tornou o órgão central do Sistema Nacional de Arquivos. Sua finalidade, desde então, é executar a gestão, o recolhimento, a guarda, a preservação e a restauração do acervo arquivístico da Administração Pública Federal, bem como dos documentos privados de interesse público, sob sua guarda, garantindo o acesso público às informações neles contidas, com o objetivo de apoiar o governo nas suas decisões político-administrativas, o cidadão na defesa dos seus direitos, divulgando o conteúdo de natureza técnica, científica e cultural, incentivando a pesquisa e implementando a política arquivística do Governo Federal, visando a racionalização e a diminuição dos custos públicos.</p> <p>Em junho de 2000 várias medidas provisórias visando dar melhores condições ao combate à violência na sociedade brasileira são editadas e reeditadas, implicando em reorganização ministerial. No conjunto dessas mudanças, o Arquivo Nacional tem sua subordinação transferida do Ministério da Justiça para a Casa Civil da Presidência da República, ato finalmente consolidado pela medida provisória nº 2.049-2, de 29/6/2000.</p>	
5.2.3 Locais	Sediado no Rio de Janeiro e dispondo de uma coordenação regional no Distrito Federal, em Brasília, atua em todo o território nacional	
5.2.4 Estatuto legal	Órgão público do Executivo Federal, da administração direta.	
5.2.5 Funções, ocupações e atividades	Gestão e recolhimento dos documentos produzidos e recebidos pelo Poder Executivo Federal, preservação e acesso aos documentos sob sua guarda e acompanhamento e implementação da política nacional de arquivos, na forma do disposto no art. 2º do decreto nº 3.843, de 13/6/2001.	
5.2.6 Mandatos / Fontes de autoridade	<ul style="list-style-type: none">- Decreto nº 4.915, de 12/12/2003, que dispõe sobre o Sistema de Gestão de Documentos de Arquivo – SIGA, da administração pública federal, e dá outras providências;- Decreto nº 4.073, de 3/1/2002, que regulamenta a lei nº 8.159, de 8/1/1991, que dispõe sobre a política nacional de arquivos públicos e privados;- Portaria nº 16, de 4/7/2001, da Casa Civil da Presidência da República, que dispõe sobre o regimento interno do Arquivo Nacional da Casa Civil da Presidência da República;- Medida Provisória nº 2.049-2, de 29/6/2000, que altera dispositivos da Lei nº 9.649, de 27/5/1998, que dispõe sobre a organização da Presidência da República e dos Ministérios, e dá outras providências [entre elas a transferência do Arquivo Nacional para a estrutura da Casa Civil da Presidência da República];- Medida Provisória nº 2.045-1, de 28/6/2000, que institui o Fundo Nacional de Segurança Pública – FNSP, suspende temporariamente o registro de armas de fogo e dá outras providências [entre elas a transferência do Arquivo Nacional para a Casa Civil da Presidência da República];	

	<p>- Medida Provisória nº 2.029, de 20/6/2000, que institui o Fundo Nacional de Segurança Pública – FNSP, suspende temporariamente o registro de armas de fogo e dá outras providências [entre elas a transferência do Arquivo Nacional para a Casa Civil da Presidência da República];</p> <p>- Portaria nº 617, de 17/8/1994, que aprova o regimento interno do Arquivo Nacional;</p> <p>- Decreto nº 1.173, de 29/6/1994, que dispõe sobre o funcionamento do Conselho Nacional de Arquivos - CONARQ e do Sistema Nacional de Arquivos – SINAR;</p> <p>- Portaria nº 173, de 8/4/1992, que aprova o regimento interno do Arquivo Nacional;</p> <p>- Portaria nº 384, de 12/7/1991, do Ministério da Justiça, que aprova novo regimento interno para o Arquivo Nacional;</p> <p>- Lei nº 8.159, de 8/1/1991 [Lei de Arquivos], que dispõe sobre a política nacional de arquivos e dá outras providências;</p> <p>- Constituição Federal de 1988, artigo 5º, que trata dos direitos e deveres individuais e coletivos;</p> <p>- Decreto nº. 82.308, de 25/9/1978, que institui o Sistema Nacional de Arquivo – SINAR [sendo seu órgão central o Arquivo Nacional];</p> <p>- Portaria nº 600-B, de 15/10/1975, do Ministério da Justiça, que aprova o regimento interno do Arquivo Nacional;</p> <p>- Decreto nº 44.862, de 21/11/1958, que aprova o regimento do Arquivo Nacional, do Ministério da Justiça e Negócios Interiores;</p> <p>- Decreto nº. 16.036, de 14/5/1923, que aprova o regulamento para o Arquivo Nacional;</p> <p>- Decreto nº 14.852, de 1/6/1921, que modifica diversos artigos do regulamento do Arquivo Nacional aprovado pelo Decreto nº. 9.197, de 9/12/1911;</p> <p>- Decreto nº. 9.197, de 9/12/1911, que aprova novo regulamento do Arquivo Nacional;</p> <p>- Decreto nº 15.80, de 31/10/1893, que manda executar o regulamento anexo que reforma o Arquivo Público Nacional;</p> <p>- Decreto nº 1.160, de 6/12/1892, que dá regulamento à Secretaria da Justiça e Negócios Interiores [e subordina o Arquivo Público Nacional à 1ª Seção da Diretoria do Interior];</p> <p>- Lei nº 23, de 30/10/1891, que reorganiza os serviços da Administração Federal,[e que no art. 4 transfere para o Ministério da Justiça e Negócios Interiores serviços que pertenciam ao Ministério do Interior];</p> <p>- Decreto nº 10, de 21/11/1890, que muda a denominação do Arquivo Público do Império para Arquivo Público Nacional;</p> <p>- Decreto nº 6.164, de 24/3/1876, que reorganiza o Arquivo Público do Império;</p> <p>- Decreto nº 2.541, de 3/3/1860, que reorganiza o Arquivo Público do Império;</p> <p>- Decreto nº 2, de 2/1/1838, que manda executar o regulamento nº 2, que dá instruções sobre o Arquivo Público provisoriamente estabelecido na Secretaria de Estado dos Negócios do Império;</p> <p>- Constituição de 1824, art. 70, que determina a guarda do original de lei assinada pelo imperador e referendada pelo secretário de Estado competente no Arquivo Público [ainda não criado].</p>	
5.2.7 Estrutura interna / Genealogia	Tem como órgãos de assistência direta e imediata ao diretor-geral o Gabinete da Diretoria Geral e a Coordenação do Conselho Nacional de Arquivos. Como órgãos específicos e singulares, a Coordenação Geral de Gestão de Documentos, a Coordenação Geral de Processamento e Preservação do Acervo, integrada pela Coordenação de Documentos Escritos, pela Coordenação de Documentos Audiovisuais e Cartográficos e pela Coordenação de Preservação do Acervo, a Coordenação Geral de Acesso e Difusão Documental, integrada pela Divisão de Consultas, pela Divisão de Atendimento à Distância e pela Divisão de Pesquisa e Difusão do Acervo, a Coordenação-Geral de Administração e a Coordenação Regional no Distrito Federal. Ver também Apêndice 1.	
5.2.8 Contexto geral	A instituição foi criada no contexto da formação do Estado Nacional, sendo já prevista na 1ª Constituição (1824), dois anos após a proclamação da independência. Durante o período imperial, na medida em que o país era uma monarquia centralizada, reuniu também documentos de origem provincial. Com a República, dado seu caráter federativo, passou a atuar primordialmente no âmbito do Executivo Federal. O Arquivo Nacional custodia acervo oriundo dos poderes Executivo, Legislativo e Judiciário, documentação cartorária e privada, esta de pessoas, famílias e instituições.	
5.3 ÁREA DE RELACIONAMENTOS		
Primeiro relacionamento		
5.3.1 Nomes / identificadores das entidades coletivas, pessoas ou famílias relacionadas	Forma(s) autorizada(s) do nome	Brasil. Presidência da República. Casa Civil
	Identificadores	
5.3.2 Categoria do relacionamento	Hierárquica	
5.3.3 Descrição do relacionamento	Título Narrativa	Subordinado à Casa Civil da Presidência da República
5.3.4 Datas do relacionamento		2000 -
	Datas ISO 8601	
Segundo relacionamento		
5.3.1 Nomes / identificadores das entidades coletivas, pessoas ou famílias relacionadas	Forma(s) autorizada(s) do nome	Conselho Nacional de Arquivos (Brasil)
	Identificadores	
5.3.2 Categoria do relacionamento	Associativa	
5.3.3 Descrição do relacionamento	Título Narrativa	O diretor-geral do Arquivo Nacional é o presidente do Conselho Nacional de Arquivos

5.3.4 Datas do relacionamento		1991 -
	Datas ISO 8601	
Terceiro relacionamento		
5.3.1 Nomes / identificadores das entidades coletivas, pessoas ou famílias relacionadas	Forma(s) autorizada(s) do nome	International Council on Archives = Conseil International des Archives
	Identificadores	
5.3.2 Categoria do relacionamento	Associativa	
5.3.3 Descrição do relacionamento	Título Narrativa	É membro do International Council on Archives (ICA = CIA) [Conselho Internacional de Arquivos].
5.3.4 Datas do relacionamento		1970 -
	Datas ISO 8601	
Quarto relacionamento		
5.3.1 Nomes / identificadores das entidades coletivas, pessoas ou famílias relacionadas	Forma(s) autorizada(s) do nome	Asociación Latinoamericana de Archivos
	Identificadores	
5.3.2 Categoria do relacionamento	Associativa	
5.3.3 Descrição do relacionamento	Título Narrativa	É membro da Asociación Latinoamericana de Archivos (ALA).
5.3.4 Datas do relacionamento		1973 -
	Datas ISO 8601	
5.4 ÁREA DE CONTRÔLE		
5.4.1 Identificador do registro de autoridade	BR AN E 1r	
5.4.2 Identificadores da instituição	Arquivo Nacional (Brasil) BR AN	
5.4.3 Regras e / ou convenções	International Council on Archives. <i>ISAAR (CPF): International Standard Archival Authority Record for Corporate Bodies, Persons and Families</i> . 2. ed. Canberra, 2003. p. Associação Brasileira de Normas Técnicas. <i>NBR 6023: Informação e documentação, referências, elaboração</i> . Rio de Janeiro, 2000. 22 p.	
5.4.4 Situação	Versão preliminar	
5.4.5 Nível de detalhamento	Resumido	
5.4.6 Datas de criação, revisão ou obsolescência	Criação: 19/12/2002.	
5.4.7 Idiomas e escritas	Português	
5.4.8 Fontes	ARQUIVO NACIONAL (Brasil). <i>Arquivo Nacional</i> . Rio de Janeiro, 2002. 51 p. CASTELLO BRANCO, Pandiá H. de Tautphoeus. <i>Subsídios para a história do Arquivo Nacional na comemoração do seu primeiro centenário (1838-1938): o Arquivo no Império</i> . Rio de Janeiro: Arquivo Nacional, 1937. 356p. (Publicações do Arquivo Nacional, 35).	
5.4.9 Notas de manutenção	Autor: Vítor Manoel Marques da Fonseca	
6. RELACIONANDO ENTIDADES COLETIVAS, PESSOAS E FAMÍLIAS A MATERIAIS ARQUIVÍSTICOS E OUTROS RECURSOS		
Primeiro recurso relacionado		
6.1 Identificadores e títulos dos recursos relacionados	Títulos	Arquivo Nacional
	Identificadores	BR AN AN
6.2 Tipos dos recursos relacionados	Fundo	
6.3 Natureza dos relacionamentos	Produtor	
6.4 Datas dos recursos relacionados e / ou relacionamentos		1838 -
	Datas ISO 8601	
Segundo recurso relacionado		
6.1 Identificadores e títulos dos recursos relacionados	Títulos	ARQUIVO NACIONAL (Brasil). <i>Inventário sumário da documentação permanente do fundo Arquivo Nacional</i> . Rio de Janeiro, 1994. 102 p.
	Identificadores	
6.2 Tipos dos recursos relacionados	Instrumento de pesquisa	
6.3 Natureza dos relacionamentos	Autor	

6.4 Datas dos recursos relacionados e / ou relacionamentos		1994
	<i>Datas ISO 8601</i>	
<i>Terceiro recurso relacionado</i>		
6.1 Identificadores e títulos dos recursos relacionados	<i>Títulos</i>	http://www.arquivonacional.gov.br
	<i>Identificadores</i>	
6.2 Tipos dos recursos relacionados	<i>Site na web</i>	
6.3 Natureza dos relacionamentos	Autor e proprietário	
6.4 Datas dos recursos relacionados e / ou relacionamentos		2000 -
	<i>Datas ISO 8601</i>	

APPENDIX 1 APÊNDICE 1



Exemple n° 5. Personne.

Langue : anglais, pays d'origine : Australie.

5.1 IDENTITY AREA		
5.1.1 Type of entity		Person
5.1.2 Authorized form of name		Mabo, Eddie, 1936-1992
5.1.5 Other forms of name		Mabo, Edward Koiki, 1936-1992
5.2 DESCRIPTION AREA		
5.2.1 Dates of existence		1936-1992
	<i>Dates ISO 8601</i>	1936/1992-01-21
5.2.2 History		<p>29 June 1936 - Born on Mer, the son of Robert Zezou Sambo and Annie Mabo of the Piadaram clan. Because his mother died in childbirth, he was adopted under customary law by his uncle Benny Mabo and aunt Maiga.</p> <p>1953-57 - Worked on trochus fishing luggers out of Mer.</p> <p>1957 - Left Mer and moved to the mainland. Worked at various jobs including canecutter and railway labourer.</p> <p>1959 - Married Bonita Nehow (born 1943).</p> <p>1960-61 - Union representative, Townsville-Mount Isa rail construction project.</p> <p>1962-67 - Worked for the Townsville Harbour Board.</p> <p>1962-69 - Secretary, Aboriginal and Torres Strait Islander Advancement League.</p> <p>1967 - Helped organise seminar in Townsville: 'We the Australians: What is to Follow the Referendum?'</p> <p>1967-71 - Worked as gardener-groundsman, James Cook University</p> <p>1973 - Mabo and family travelled to Thursday Island en route to Mer with the intention of visiting Mabo's dying father, but were denied entry to Mer.</p> <p>1973-83 - Director, Black Community School, Townsville.</p> <p>1974-78 - Member of the Aboriginal Arts Council.</p> <p>1975-80 - President, Yumba Meta Housing Association.</p> <p>1975-78 - Member, National Aboriginal Education Committee.</p> <p>1978-81 - Assistant Vocational Officer, Aboriginal Employment and Training Branch Commonwealth Employment Service.</p> <p>1978-79 - Member, Australian Institute of Aboriginal Studies Education Advisory Committee.</p> <p>1981-84 - Pursued Diploma of Teaching, Townsville College of Advanced Education/James Cook University.</p> <p>1981 - Conference on land rights at James Cook University.</p> <p>Decision to take the Murray Islanders' land case to the High Court</p> <p>1982 - Land rights case launched. Plaintiffs were Mabo, Sam Passi, Father Dave Passi, James Rice and Celuia Mapo Salee.</p> <p>1986-87 - Director, ABIS Community Cooperative Society Ltd, Townsville.</p> <p>1986-87 - Assistant Director, Aboriginal Arts, Melbourne Moomba Festival.</p> <p>1987-88 - Employed by the Department of Aboriginal Affairs as Community Arts Liaison Officer, 5th Festival of Pacific Arts, Townsville.</p> <p>1987-88 - Vice-Chairman, Magani Malu Kes.</p> <p>1988 - High Court ruled the <i>Queensland Coast Islands Declaratory Act</i> 1985 contrary to the Commonwealth <i>Racial Discrimination Act</i> 1975.</p> <p>21 Jan. 1992 - Edward Koiki Mabo died in Brisbane.</p> <p>3 June 1992 - High Court delivered a 6:1 verdict in favour of Mabo, <i>Mabo v State of Queensland (No. 2)</i> (1992) 175 CLR 1, overturning the 205-year-old legal doctrine of <i>terra nullius</i>.</p> <p>26 Jan. 1993 - <i>The Australian</i> announced Eddie Mabo its 1992 Australian of the Year.</p>
5.2.3 Places		Mer [Murray Island], Torres Strait (1936-1957) Townsville, Queensland (c.1960-1992)
5.2.5 Functions, occupations and activities		<p>Trochus fisherman</p> <p>Sugarcane cutter</p> <p>Railway labourer</p> <p>Trade union official</p> <p>Waterfront worker</p> <p>Indigenous community leader</p> <p>Gardener</p> <p>Vocational officer</p> <p>Teacher</p> <p>Legal aid officer</p> <p>Indigenous arts administrator</p> <p>Indigenous land rights plaintiff</p>

5.2.6 Mandates sources of authority		Torres Strait customary law
5.2.8 General context		Edward Koiki Mabo was born in 1936 on the island of Mer, one of the Murray Islands, which are located at the eastern extremity of Torres Strait. In June 1992, six months after his death, Mabo achieved national prominence as the successful principal plaintiff in the landmark High Court ruling on native land title. The High Court ruling, for the first time, gave legal recognition to the fact that indigenous land ownership existed in Australia before European settlement and that, in some cases, this land tenure was not subsequently extinguished by the Crown.
5.3 RELATIONSHIPS AREA		
First Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Mabo, Bonita, 1943-
	<i>Other form of name</i>	Nehow, Bonita, 1943-
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		Spouse
5.3.4 Dates of the relationship		1959-1992
	<i>Dates ISO 8601</i>	1959/1992-01-21
Second Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Aboriginal and Torres Strait Islander Advancement League
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Secretary.
	<i>Narrative</i>	Mabo resigned from the League because of the involvement of people he considered to be insincere 'do-gooders'. He then established the all-black Council for the Rights of Indigenous People
5.3.4 Dates of the relationship		1962-1969
	<i>ISO 8601</i>	1962/1969
Third Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Black Community School, Townsville, Qld
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Director
	<i>Narrative</i>	Mabo was Director of this School, the first of its kind established in Australia, throughout the ten years of its existence. The School, which was an independent school funded by the Commonwealth, was forced to close in 1983 because the lease on its site had expired and the School was unable to secure another site.
5.3.4 Dates of the relationship		1973-1983
	<i>ISO 8601</i>	1973/1983
Fourth Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	James Cook University of North Queensland
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Employee
	<i>Title</i>	Gardener-Groundsman
5.3.4 Dates of the relationship		1967-1971
	<i>ISO 8601</i>	1967/1971
Fifth Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	James Cook University of North Queensland
	<i>Predecessor</i>	Townsville College of Advanced Education
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Student
	<i>Narrative</i>	Mabo enrolled in a Diploma of Teaching course at Townsville College of Advance Education in 1981. In 1982, the College of Advanced Education amalgamated with the James Cook University of North Queensland. Mabo eventually decided not to become a teacher because he felt he was unsuited to classroom situations.
5.3.4 Dates of the relationship		1981-1984
Sixth Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Council for the Rights of Indigenous People
5.3.2 Category of relationship		Associative

5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	President
	<i>Narrative</i>	Established in 1970 as a break away from the Aboriginal and Torres Strait Islander Advancement League, this all-black Council established a legal aid service, a medical service and the Black Community School in Townsville.
5.3.4 Dates of the relationship		1970-c.1983
<i>Seventh Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Yumba Meta Housing Association
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	President
	<i>Narrative</i>	The Yumba Meta Housing Association acquired houses in Townsville using Commonwealth funds and was responsible for renting them to black tenants. Mabo was President of the Association, 1975-80. During the period 1978-80, Mabo's presidency was contested by a group of disaffected members and evicted tenants who formed a new Board of Directors.
5.3.4 Dates of the relation		1975-1980
	<i>ISO 8601</i>	1975/1980
<i>Eighth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Australia. National Aboriginal Education Committee
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Committee member
	<i>Narrative</i>	The National Aboriginal Education Committee was set up to provide advice to the Minister of Education and the Department of Education on Aboriginal views on the educational needs of Aboriginal people, and to monitor existing policies and programs. Mabo became involved in this Committee through his work for the Black Community School, and was a Committee member between 1975 and 1978.
5.3.4 Dates of the relation		1975-1978
	<i>ISO 8601</i>	1975/1978
<i>Ninth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Australia. Commonwealth Employment Service. Aboriginal Employment and Training Branch
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Employee
	<i>Title</i>	Assistant Vocational Officer
5.3.4 Dates of the relationship		1978-1981
	<i>ISO 8601</i>	1978/1981
<i>Tenth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	ABIS Community Cooperative Society Ltd (Townsville, Qld)
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Director
	<i>Narrative</i>	The ABIS Community Cooperative Society was a Townsville-based Aboriginal and Islander cooperative housing association.
5.3.4 Dates of the relationship		1986-1987
	<i>ISO 8601</i>	1986/1987
<i>Eleventh Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Moomba Festival (Melbourne, Vic.)
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Employee
	<i>Title</i>	Assistant Director, Aboriginal Arts
	<i>Narrative</i>	During 1986-87, Mabo participated in the Communication and Arts Management Scheme run by the Aboriginal Training and Cultural Institute. Through this Scheme he was appointed Assistant Director, Aboriginal Arts, Melbourne Moomba Festival. Mabo claimed that his efforts ensured the first-ever Aboriginal involvement in the Moomba Festival.
5.3.4 Dates of the relationship		1986-1987
	<i>ISO 8601</i>	1986/1987

<i>Twelfth Relation</i>		
5.3.1 Name/identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Festival of Pacific Arts (5th: 1988: Townsville, Qld)
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Liaison Officer
	<i>Narrative</i>	The 5th Festival of Pacific Arts, which took place in Townsville in 1988, was the first to be held in Australia. The Festival of Pacific Arts occurs every four years and is organised under the auspices of the South Pacific Commission. The 1988 Festival received funding from the Australian Government through the Department of Arts, Heritage and the Environment. Mabo was employed by the Department of Aboriginal Affairs as Community Arts Liaison Officer for the Festival, 1987-88.
5.3.4 Dates of the relationship		1987-1988
	<i>ISO 8601</i>	1987/1988
<i>Thirteenth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Australia. Dept of Aboriginal Affairs
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Employee
	<i>Title</i>	Liaison Officer, 5th Festival of Pacific Arts, Townsville, Qld
5.3.4 Dates of the relationship		1987-1988
	<i>ISO 8601</i>	1987/1988
<i>Fourteenth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Magani Malu Kes
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Vice-Chairman
	<i>Narrative</i>	Magani Malu Kes is the name for the Torres Strait Islands in the language of the Torres Strait. The organisation Magani Malu Kes was an organisation for Torres Strait Islanders, which Mabo had incorporated as a public company in 1987. Of major concern to Magani Malu Kes was the way in which Islander interests appeared to be marginalised by those of mainland Aborigines when indigenous issues were considered by governments. As a consequence, Magani Malu Kes advocated Torres Strait Islander independence from Australia.
5.3.4 Dates of the relationship		1987-1988
	<i>ISO 8601</i>	1987/1988
<i>Fifteenth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Australia. High Court
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Plaintiff
	<i>Narrative</i>	In 1981, at a conference on indigenous land rights in Townsville, a decision was made to pursue a native land title claim for the people of the Murray Islands in the High Court of Australia. In 1982, Mabo and four other Islander plaintiffs instituted proceedings against the State of Queensland, claiming that their islands had been continuously inhabited and exclusively possessed by their people who lived in permanent settled communities. They acknowledged that the British Crown became sovereign of the islands upon annexation, but claimed continuous enjoyment of their land rights which had not been validly extinguished by the sovereign through the granting of freehold title or land leases to others. The Queensland Government attempted to defeat the claim with the passage of the <i>Queensland Coast Islands Declaratory Act</i> 1985. In 1988, the High Court ruled this Act contrary to the Commonwealth <i>Racial Discrimination Act</i> 1975. In May 1989, the High Court remitted the land claim to the Queensland Supreme Court for hearing and determination of all issues of fact. In November 1990, Justice
5.3.4 Dates of the relationship		Moynihan of the Supreme Court delivered the Court's determination of the issues of fact. The case was argued for four days before the High Court in May 1991. The final decision was handed down in favour of Mabo on 3 June 1992. This decision overturned the 204-year-old legal doctrine of <i>terra nullius</i> , which held that the lands of the Australian continent were 'practically unoccupied' at the time of the proclamation of British sovereignty.
	<i>ISO 8601</i>	1985-1992
5.3.4 Dates of the relationship		1985-1992
	<i>ISO 8601</i>	1985/1992

Sixteenth Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	Authorized form of name	Murray Island Community Council
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		
	Narrative	During the late 1980s Mabo attempted to gain election to the Murray Island [Mer] Community Council. However, because he had not lived on Mer since the late 1950s, his residential status was questioned and it was ruled that he was not eligible to nominate.
5.3.4 Dates of the relationship		1985-1991
	ISO 8601	1985/1991
Seventeenth Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	Authorized form of name	Australian Institute of Aboriginal Studies. Education Advisory Committee
	Successor	Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies. Education Advisory Committee
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship	Narrative	Located in Canberra, the Australian Institute of Aboriginal Studies (later the Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies) promotes and supports research into the cultures (both traditional and contemporary), languages, histories, and contemporary needs of Australia's indigenous communities. Mabo first became associated with the Institute in 1978 when, as Director of the Black Community School, he was appointed to its Education Advisory Committee.
5.3.4 Dates of the relationship		1978-1989
	ISO 8601	1978/1989
5.4 CONTROL AREA		
5.4.1 Authority record identifier		AU 93-435878
5.4.2 Institution identifiers		National Library of Australia
	ILL Code	AU NLA
5.4.3 Rules and/or conventions		<ul style="list-style-type: none"> - ISAAR (CPF) – <i>International Standard Archival Authority Record For Corporate Bodies, Persons and Families</i>, Draft 2nd ed., Madrid: International Council on Archives, 12-15 June 2002. - <i>Anglo American Cataloguing Rules</i> 2nd rev. ed., Chicago, 1998. - ISO 8601 - <i>Data elements and interchange formats –Information interchange—Representation of dates and times</i>, 2nd ed., Geneva: International Standards Organization, 2000. - ISO 3166 - <i>Codes for the representation of names of countries</i>, Geneva: International Standards Organization, 1997. - ISO 15511 - <i>Information and documentation - International Standard Identifier for Libraries and Related Organisations (ISIL)</i>, Geneva: International Standards Organization, 2000. - ISO 639-2 - <i>Codes for the representation of names of languages - Part 2: Alpha-3 Code</i>, Geneva: International Standards Organization, 1998. - ISO 15924 - <i>Codes for the representation of names of scripts</i>, Geneva: International Standards Organization, 2001.
5.4.4 Status		Revised
5.4.5 Level of detail		Full
5.4.6 Dates of creation and revision	ISO 8601	1993-05-12; revised 2002-10-28
5.4.7 Languages and scripts		English
	ISO 639-1	en
	ISO 15024	latn
5.4.9 Maintenance notes	Creator of authority record	Adrian Cunningham
6. RELATING CORPORATE BODIES, PERSONS AND FAMILIES TO ARCHIVAL MATERIALS AND OTHER RESOURCES		
First Related Resource		
6.1 Identifier and title of related resource	Title	Papers of Eddie Koiki Mabo
	Unique Identifier	AU NLA MS 8822
6.2 Type of related resource		Personal papers
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1943, 1959-1992 (bulk: 1972-1992)

Second Related Resource		
6.1 Identifier and title of related source	<i>Title</i>	Guide to the papers of Edward Koiki Mabo in the National Library of Australia
	<i>Unique ID</i>	http://www.nla.gov.au/ms/findaids/8822.html#sd
6.2 Type of related resource		Finding aid
6.3 Nature of relationship		Subject
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1995
Third Related Resource		
6.1 Identifier and title of related source	<i>Title</i>	Papers of Edward Koiki Mabo [microfilm]
	<i>Unique Identifier</i>	AU NLA PRU Mfm G 27539-27549 (copying master : Manuscripts) Mfm G 27539-27549 PRU Mfm G 27539-27549 (first generation master : coldstore) Mfm G 27623
6.2 Type of related resource		Microfilm copy of personal papers
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1996
Fourth Related Resource		
6.1 Identifier and title of related source	<i>Title</i>	Records of Brian Keon-Cohen
	<i>Unique Identifier</i>	AU NLA MS 9518
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Subject. Records relating to the Mabo case. Mabo Litigation Records emanating from both the Supreme Court of Queensland and the High Court of Australia. They comprise a Statement of Facts by the plaintiffs, wills, land transactions, court transcripts, exhibits, pleadings, applications, witness statements, submissions, correspondence, memoranda and research material. Keon-Cohen, with the assistance of an archivist engaged at the Library's expense, arranged the items into volumes in broad chronological order. An index was compiled by the archivist.
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1982-1992
Fifth Related Resource		
6.1 Identifier and title of related source	<i>Title</i>	<i>Edward Koiki Mabo : his life and struggle for land rights/</i> by Noel Loos
	<i>Unique Identifier</i>	ISBN 0702229059
6.2 Type of related resource		Monograph biography
6.3 Nature of relationship		Subject
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1996
Sixth Related Resource		
6.1 Identifier and title of related source	<i>Title</i>	<i>Mabo: Life of an Island Man</i>
	<i>Unique Identifier</i>	
6.2 Type of related resource		Videorecording
6.3 Nature of relationship		Subject
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1996

Exemple n° 6. Personne.**Langue : italien, pays d'origine : Italie.**

Note : cet exemple a été établi à partir d'une notice d'autorité du Catalogo unico del Museo di arte moderna e contemporanea di Trento e Rovereto (CUM).

Ce catalogue rassemble des descriptions d'archives, de documents, d'œuvres d'art ou de livres, liés entre eux par l'intermédiaire des notices d'autorité de leurs auteurs. Le CUM est accessible à l'adresse suivante : <http://www.mart.tn.it/>

5.1 AREA DELL'IDENTIFICAZIONE		
5.1.1 Tipologia del soggetto produttore		Persona
5.1.2 Forma/e autorizzata/e del nome		Depero, Fortunato 1892-1960
5.1.4 Forme del nome normalizzate secondo altre regole		Depero, Fortunato (RICA = Regole italiane di catalogazione per autore)
5.1.5 Altre forme del nome		De Pero, Fortunato
5.2 AREA DELLA DESCRIZIONE		
5.2.1 Date di esistenza		1892 marzo 30 - 1960 novembre 29
	ISO 8601	1892/03/30-1960/11/29
5.2.2 Storia		<p>Nato a Fondo (Tn) nel 1892 si trasferisce giovanissimo con la famiglia a Rovereto (Tn) dove frequenta la Scuola reale Elisabetina ad indirizzo tecnico-artistico. Ritiratosi al quinto anno, nel 1908 tenta, senza successo, l'esame di ammissione all'Accademia di Belle Arti di Vienna. Nel 1910, dopo un breve tirocinio come garzone decoratore a Torino, lavora a Rovereto presso un marmista. Espone i suoi primi disegni e dipinti di matrice realistico-sociale e simbolista a Rovereto nel 1911 e nel 1913, anno in cui pubblica il libro <i>Spezzature. Impressioni – Segni – Ritmi</i>, raccolta di poesie, prose e disegni. Nel dicembre dello stesso anno si reca a Roma, presto raggiunto dalla futura moglie Rosetta Amadori; frequenta la Galleria futurista di G. Sprovieri ed entra in contatto in particolare con G. Balla, F. Cangiullo e F. T. Marinetti. Attratto nell'orbita del gruppo futurista, partecipa, nella primavera del 1914, all' "Esposizione libera futurista internazionale" tenuta presso la Galleria. Rientrato a Rovereto, nel luglio dello stesso anno inaugura a Trento la mostra "Prima esposizione di pittura futurista nel Trentino", che interrompe precipitosamente a causa dello scoppio della guerra, riuscendo ad ottenere il permesso di ripiegare in Italia. Si arruola volontario nella fanteria italiana ottenendo dopo pochi mesi l'esonero. Tornato a Roma, viene ufficialmente ammesso nel gruppo degli artisti futuristi tra la fine del 1914 e gli inizi del 1915; nel marzo sottoscrive con Balla il manifesto <i>Ricostruzione futurista dell'universo</i>, che propone la fusione di tutte le arti e una maggiore relazione tra arte e vita. In linea con tali teorie, la sua produzione artistica spazia, fin da questi anni, dalla pittura, al disegno, al collage, alle composizioni plastiche, alle liriche "onomalinguistiche". Negli stessi anni è pure impegnato nella coreografia teatrale con lo spettacolo <i>Mimismagia</i> e riceve dall'impresario dei balletti russi, S. Diaghilev, la commissione per le scenografie e i costumi dei balletti - poi non realizzati - de <i>Le chant du rossignol</i> su musica di I. Strawinsky e de <i>Il Giardino zoologico</i> di F. Cangiullo, musicato da M. Ravel. In collaborazione con il poeta G. Clavel - per il quale illustra il libro <i>Un istituto per suicidi</i> - presenta a Roma nell'aprile del 1918 lo spettacolo di marionette, da lui ideato, <i>Balli plastici</i>, su musiche di G. F. Malipiero, Tyrwhitt, A. Casella e B. Bartok. Mentre continua la sua attività espositiva, nel giugno del 1919, rientra a Rovereto ed inaugura la "Casa d'Arte futurista Depero", bottega artigianale, attiva nel settore dell'arte applicata, che prevede la produzione di arazzi, tarsie, collages, cartelli pubblicitari, oggetti d'arte, d'arredamento e giocattoli. Negli anni 1921 - 1922 realizza l'allestimento interno del locale d'avanguardia "Cabaret del Diavolo" di Roma. Nel gennaio dell'anno successivo presenta al teatro Trianon di Milano il suo balletto meccanico <i>Anihccam del 3000</i>, con successive repliche in diverse città italiane.</p>

		<p>Nel 1927 edita, in collaborazione con l'amico F. Azari, il libro <i>Depero futurista</i> - noto come "libro imbullonato" per via della singolare legatura - che presenta, con una originalissima veste tipografica, l'attività dell'autore dal 1913 al 1927 e la sua concezione culturale. Impegnato anche nel settore della grafica pubblicitaria, Depero lavora per prestigiose ditte tra cui Bianchi, Strega, Campari. Dal settembre del 1928 all'autunno del 1930 è a New York: oltre all'attività espositiva, si dedica all'allestimento di balletti teatrali e all'illustrazione pubblicitaria, con la realizzazione di copertine di riviste, come <i>Vogue</i> e <i>Vanity Fair</i>. Mantiene nel frattempo il contatto con i futuristi, sottoscrivendo il manifesto <i>L'aeropittura futurista</i>. Rientrato in Italia, a suggello del suo impegno nel campo della pubblicità, pubblica nel 1932 il "Manifesto dell'arte pubblicitaria futurista". Nel 1933 dirige da Rovereto la rivista <i>Dinamo futurista</i>, edita dal febbraio al giugno dello stesso anno. Nel 1934 pubblica il volume <i>Liriche radiofoniche</i>. Nella seconda metà degli anni Trenta Depero collabora con l'Ente nazionale delle industrie turistiche (E.N.I.T.) alla realizzazione delle campagne pubblicitarie per propagandare le bellezze d'Italia nei paesi europei. Negli stessi anni si impegna attivamente all'interno del Dopolavoro artisti di Rovereto e per una decina di mesi è segretario del Sindacato interprovinciale della Confederazione fascista dei professionisti e artisti della Provincia di Trento (1936-1937). Sperimenta inoltre un materiale innovativo, il "buxus", con il quale realizza oggetti d'arredamento ed intarsi, ed elabora, negli stessi anni, il volume autocelibrativo <i>Fortunato Depero nelle opere e nella vita</i>, pubblicato nel 1940. Nel 1947, dopo la pubblicazione del volume in inglese <i>So I think – So I paint</i>, torna per due anni negli Stati Uniti (New York e New Milford), senza ottenere peraltro il successo sperato. Dal 1949 si stabilisce definitivamente a Rovereto. Continua la sua elaborazione teorica con il <i>Manifesto della pittura e plastica nucleare</i> (1949), mentre inizia - probabilmente in questi anni - l'opera minuziosa di rivisitazione della propria vita d'artista. Dal 1953 al 1956 realizza la decorazione e l'arredamento della sala del Consiglio provinciale a Trento. Nel 1959, un anno prima della morte avvenuta a Rovereto, inaugura nella stessa città, in collaborazione con l'Amministrazione comunale, la "Galleria – Museo Depero", primo esempio di museo futurista in Italia.</p> <p>Copiosa la sua attività espositiva, tra cui si segnala la partecipazione alla mostra collettiva d'avanguardia al Kursaal di Viareggio (1918); la personale alla Galleria Bragaglia di Roma e la partecipazione alla Grande esposizione nazionale futurista di Milano (1919); la personale "Depero e la sua Casa d'arte" tenuta a Milano alla Galleria Moretti e ripresentata a Roma alla Galleria Bragaglia (1921); la partecipazione alla I Mostra internazionale delle arti decorative di Monza (1923), all'Esposizione internazionale di arti decorative di Parigi, seguita dalla personale al Théâtre des Champs Élysées (1925); la partecipazione alla Prima mostra del Novecento italiano di Milano (1926), all'Esposizione di arte italiana presentata a New York, Chicago, Washington e Boston (1926), alla Biennale di Venezia (1926, 1932, 1950), alla Quadriennale di Roma (1931; 1955), alla Triennale di Milano (1932; 1950), alla mostra "Futurismo e pittura metafisica" al Kunsthaus di Zurigo (1950).</p>
5.2.3 Luoghi		<p>Nato a Fondo, in Valle di Non (Tn), morto a Rovereto (Tn). Nel 1892, giovanissimo si trasferisce con la famiglia a Rovereto (Tn), dove risiede principalmente fino al 1913. Dalla fine del 1913 e per gli anni di guerra vive a Roma, ad eccezione del breve soggiorno a Capri nel 1917, ospite del poeta G. Clavel, e di quello a Viareggio nel 1918. Dal primo dopoguerra torna a risiedere principalmente in Trentino, pur spostandosi spesso per motivi professionali. Dal settembre del 1928 all'autunno del 1930 vive a New York. Durante gli anni del secondo conflitto mondiale si ritira a Serrada, luogo montano nei dintorni di Rovereto. Dal 1947 al 1949 torna negli U.S.A., dove risiede a New York e a New Milford nel Connecticut; al ritorno si stabilisce definitivamente a Rovereto fino alla morte (1960).</p>
5.2.5 Funzioni, occupazioni e attività		Pittore, scenografo, grafico pubblicitario, designer, scrittore, poeta.
5.2.8 Contesto generale		<p>Il Trentino dei primi decenni del XX secolo fa parte dell'Impero austro-ungarico e costituisce la propaggine meridionale della Contea principesca del Tirolo. L'Impero è caratterizzato, tra le altre cose, dalla multietnicità e da forti spinte autonomiste, contenute da una linea politica prevalentemente reazionaria e tradizionalista. Così come altri uomini di cultura, sudditi austriaci di lingua italiana, Depero è attratto da fermenti irredentisti e, in particolare, dall'ambiente artistico-culturale dell'avanguardia futurista italiana. Fin dai primi anni del secondo decennio del secolo, si lega al vivace gruppo dei primi futuristi, sposandone tutta la carica dirompente di rottura con la tradizione e con il passato. Nel primo dopoguerra,</p>

		dopo l'annessione del Tirolo meridionale all'Italia, continua la sua adesione al futurismo. La sua base logistica torna ad essere Rovereto e il Trentino, con frequenti missioni fuori provincia per motivi professionali. Accetta il fascismo (è autore di <i>A passo romano. Lirismo fascista e guerriero programmatico e costruttivo</i> . Trento, 1943; aderisce alle associazioni locali di categoria degli artisti).
		Nei primi anni del secondo dopoguerra sconta l'automatica associazione futurismo-fascismo. A partire dai primi anni Cinquanta partecipa in prima persona al recupero e alla rivisitazione del futurismo, preoccupato di fornire una corretta lettura della sua opera e immagine storica.
5.3 AREA DELLE RELAZIONI		
<i>Prima relazione</i>		
5.3.1 Nomi/codici identificativi degli enti, persone e famiglie correlate	<i>Forma autorizzata del nome</i>	Mazzoni, Angiolo, 1894 – 1979
	<i>Codice identificativo</i>	IT MART FP 9
5.3.2 Classificazione della relazione		Associativa
5.3.3 Descrizione della relazione	<i>Definizione della relazione</i>	Collega (architetto) di ambito futurista.
	<i>Descrizione</i>	A. Mazzoni aderisce nel 1933 al movimento futurista e nell'anno successivo sottoscrive il <i>Manifesto futurista dell'architettura aerea</i> accanto a F.T. Marinetti e a M. Somenzi, con il quale è condirettore fino al 1935 della rivista d'architettura futurista <i>Sant'Elia</i> . La sua posizione professionale di funzionario del Servizio lavori e costruzioni della Direzione generale delle Ferrovie dello Stato permette agli artisti futuristi (Benedetta Marinetti, Fillia, Tato, Prampolini, Depero,...) di ottenere in questi anni incarichi di collaborazione alla decorazione di edifici postali e ferroviari. Il rapporto con Depero si concretizza professionalmente negli anni 1933-1934 con la realizzazione di tre vetrate per il Palazzo delle Poste e Telegrafi di Trento e con il progetto, poi non realizzato, di un mosaico per la Stazione ferroviaria di Reggio Emilia (1935). Se la convergenza di Mazzoni con il movimento futurista può dirsi conclusa con la fine degli anni Trenta, egli rivaluterà in tarda età questa militanza e il rapporto con F. Depero, donando, alla fine anni Settanta, il proprio archivio alla Galleria Museo Depero di Rovereto, ente voluto dall'artista trentino per la conservazione e valorizzazione della sua memoria.
5.3.4 Date della relazione		1932-1936 ca.
<i>Seconda Relazione</i>		
5.3.1 Nomi/codici identificativi dell'entità correlata	<i>Forma autorizzata del nome</i>	Galleria Museo Depero, 1957 - 1987
	<i>Codice identificativo</i>	IT MART FE 10
5.3.2 Classificazione della relazione		Associativa
5.3.3 Descrizione della relazione	<i>Definizione della relazione</i>	Fondatore
	<i>Descrizione</i>	Fortunato Depero, in collaborazione con il Comune di Rovereto, istituisce nella stessa città la Galleria Museo Depero, ente destinato alla conservazione e valorizzazione della sua opera artistica e documentaria in relazione alla sua adesione al movimento futurista. Dopo la morte dell'artista nel 1960, il Comune, donatario del patrimonio, continuò a gestire l'istituzione, fino al passaggio di competenze nel 1989 al Museo di arte moderna e contemporanea di Trento e Rovereto.
5.3.4 Date della relazione		1957 -1960
5.4 AREA DI CONTROLLO		
5.4.1 Codice identificativo del record d'autorità		IT MART FP 7
5.4.2 Codici identificativi dell'istituzione responsabile		Museo di arte moderna e contemporanea di Trento e Rovereto (Tn), Italia
	<i>Codice identificativo</i>	IT MART
5.4.3 Norme e/o convenzioni		<ul style="list-style-type: none"> - ISAAR (CPF) – <i>International Standard Archival Authority Record For Corporate Bodies, Persons and Families</i>, Second Edition, Canberra, Australia, 27-30 October 2003; - ISO 8601 - <i>Data elements and interchange formats – Information interchange—Representation of dates and times</i>, 2nd ed., Geneva: International Standards Organization, 2000; - RICA (Regole italiane di catalogazione per autore); - <i>Norme per i collaboratori [delle pubblicazioni degli archivi di Stato]</i>, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali. Ufficio centrale per i beni archivistici, 1992
5.4.4 Grado di elaborazione		Versione finale

5.4.5 Livello di completezza		Completo
5.4.6 Data di redazione, revisione o cancellazione		2002/08/30 (prima redazione) 2003/12/20 (ultima revisione)
5.4.7 Lingua/e e scrittura/e	ISO 8601	Italiano
5.4.8 Fonti	Bibliografia	<ul style="list-style-type: none"> - G. Belli - G. Marzari, <i>Artisti del '900. Protagonisti di Rovereto</i>, Rovereto, Longo Editore, 1991, pp. 40-41; - N. Boschiero, <i>Artisti trentini tra le due guerre</i>, in (a cura di) <i>L'arte riscoperta: opere delle collezioni civiche di Rovereto e dell'Accademia roveretana degli Agiati dal Rinascimento al Novecento</i>, a cura E. Chini, E. Mich, P. Pizzamano, Rovereto, Museo civico, 2000, pp. 94-111; - <i>Depero</i>, a cura di M. Fagiolo Dell'Arco, Milano, Electa, 1989; - <i>La Casa del Mago. Le arti applicate nell'opera di Fortunato Depero 1920 – 1942, Catalogo della mostra, Rovereto, Archivio del '900, 12 dicembre 1992- 30 maggio 1993</i>, a cura di G. Belli, Milano, Charta, 1992, pp. 533-535; - P. Ortoleva, M. Revelli, <i>Storia dell'età contemporanea</i>, Milano, Bruno Mondadori, 1993, pp. 140-145; - B. Passamani, <i>Fortunato Depero</i>, Comune di Rovereto. Musei civici. Galleria Museo Depero, 1981, pp. 367-375; - M. Scudiero, <i>Depero Fortunato</i>, in <i>Il Dizionario del Futurismo</i>, a cura di E. Godoli, Firenze, Vallecchi, 2001, pp. 371-375
	Fonti archivistiche	Museo di arte moderna contemporanea di Trento e Rovereto, <i>Fondo Fortunato Depero (1894-1960)</i>
5.4.9 Note sulla compilazione del record	Nome del compilatore del record	Stefania Donati
6. COLLEGAMENTO DEGLI ENTI, PERSONE E FAMIGLIE CON LA DOCUMENTAZIONE ARCHIVISTICA E CON ALTRE RISORSE		
<i>Prima risorsa collegata</i>		
6.1 Codici identificativi e denominazioni o titoli delle risorse collegate	Denominazione	Fondo Fortunato Depero
	Codice identificativi	IT MART Dep.
6.2 Tipologia delle risorse collegate		Fondo archivistico
6.3 Natura delle relazioni		Soggetto produttore
6.4 Data delle risorse collegate e/o delle relazioni		1894-1960
<i>Seconda risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	Denominazione	Fondo Biblioteca Museo Depero
	Codice identificativo	IT MART q – MD
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Raccolta libraria
6.3 Natura della relazione		Creatore della raccolta
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1910 – 1960
<i>Terza risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	Denominazione	Collezione Fortunato Depero (Mart: Polo culturale e Galleria Museo Depero, Rovereto (Tn)).
	Codice identificativo	ITA MART, Coll Dep
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Collezione d'arte
6.3 Natura della relazione		Creatore della collezione
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1911 – 1959
<i>Quarta risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	Titolo	Cartellone per “balli plastici”
	Codice identificativo	IT MART, Coll Dep MD 0180-B
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Dipinto (olio)
6.3 Natura della relazione		Autore
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1918
<i>Quinta risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	Titolo	<i>Depero futurista</i> , Milano, Dinamo Azari, 1927
	Codice identificativo	q – B. VI DEP 1
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Monografia

6.3 Natura della relazione		Autore
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1927
<i>Sesta risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	<i>Titolo</i>	<i>Fortunato Depero nelle opere e nella vita</i> , Trento, TEMI, 1940
	<i>Codice identificativo</i>	q – AR VI FOR 1
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Monografia
6.3 Natura della relazione		Autore
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1940
<i>Settima risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	<i>Titolo</i>	<i>La Casa del Mago. Le arti applicate nell'opera di Fortunato Depero 1920 – 1942. Catalogo della mostra, Rovereto, Archivio del '900, 12 dicembre 1992- 30 maggio 1993</i> , a cura di G Belli, Milano, Charta, 1992
	<i>Codice identificativo</i>	AR IV MART 92/5a
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Catalogo
6.3 Natura della relazione		Soggetto
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1992
<i>Ottava risorsa collegata</i>		
6.1 Codice identificativo e denominazione o titolo della risorsa collegata	<i>Titolo</i>	B. Passamani, <i>Fortunato Depero</i> , Comune di Rovereto. Musei civici. Galleria Museo Depero, 1981
	<i>Codice identificativo</i>	q – AR IV MART 1981/5
6.2 Tipologia della risorsa collegata		Monografia
6.3 Natura della relazione		Soggetto
6.4 Data della risorsa collegata e/o della relazione		1981

Exemple n° 7. Personne.**Langue : suédois, pays d'origine : Suède.**

Note : cet exemple a été établi à partir d'une notice d'autorité du système ARKIS II. On a ajouté, entre crochets, la traduction anglaise de certains termes.

Ce document comprend des liens avec la base de données nationale des Archives de Suède, accessible à l'adresse suivante : <http://www.nad.ra.se/>

5.1 IDENTITY AREA			
5.1.1 Type of entity		Person	
5.1.2 Authorized form of name		Oxenstierna, Axel (av Södermøre)	
5.1.5 Other forms of name		Oxenstiern, Axelius	
		Oxenstierna, Axel (av Eka och Lindö)	-- 1645
		Oxenstierna, Axel Gustafsson	
5.2 DESCRIPTION AREA			
5.2.1 Dates of existence	Date of birth	1583	
	Date of death	1654	
5.2.2 History		1599--1603	studieresor till tyska universitet
		1604 -	i Hertig Karls/Karl IX:s tjänst
		1608-	gift med Anna Åkesdotter Bååt (1579—1649)
		1609-	Riksråd
		1612-	Rikskansler
		1626-1636	generalguvernör i Preussen
		1632	generalguvernör i de rhenska, frankiska, schwabiska och burgundiska kretsarna
		1633	legat i tysk-romerska riket
		1633	Heilbronnförbundets direktör
5.2.5 Functions, occupations and activities		1633-	medlem av förmyndarstyrelsen för drottning Kristina
		1645-	Greve av Södermøre
	Thesaurus code	3200000	
	Thesaurus term	Samhällsadministrativt arbete [civil servant]	
	Specification	Rikskansler [Chancellor]	
5.3 RELATIONSHIPS AREA			
First Relationship			
5.3.1 Name/identifier of the related entity	Name	Oxenstierna, Gustaf Gabrielsson (av Eka och Lindö)	
	Authority record identifier	SE/RA/8370	
5.3.2 Category of relationship		Släktrelation [Family]	
5.3.3 Description of relationship		Förälder [Parent]	
Second Relationship			
5.3.1 Name/identifier of the related entity	Name	Bielke, Barbro Axelsdotter	
	Authority record identifier	SE/RA/5857	
5.3.2 Category of relationship		Släktrelation [Family]	
5.3.3 Description of relationship		Förälder [Parent]	
5.4 CONTROL AREA			
5.4.1 Authority record identifier		SE/RA/5727	
5.4.2 Institution identifiers		SE/RA	
		Riksarkivet	
5.4.3 Rules and/or conventions		NAD2 [Data Dictionary for the National Archival Database 2. ed.]	
5.4.4 Status		Preliminary	
5.4.6 Dates of creation and revision	Created	1993-09-30	
	Revisions	2002-09-26	
		2002-10-31	
		2002-12-10	
5.4.7 Languages and scripts	Language code	Swe	
	Script code	Latn	
5.4.8 Sources		Nationalencyklopedien; Svenskt biografiskt lexikon, vol. 28 (1992—1994)	

6. RELATING CORPORATE BODIES, PERSONS AND FAMILIES TO ARCHIVAL MATERIALS AND OTHER RESOURCES		
<i>First Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource		Oxenstiernska samlingen. Axel Oxenstierna SE/RA/720701/II/01
6.2 Type of related resource		Arkiv [Archival material/fonds]
6.3 Nature of relationship		Arkivbildare: [Creator (main entry)]
<i>Second Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Tidöarkivet. Axel Oxenstiernas personliga handlingar
	<i>Reference code</i>	SE/RA/720859/02/02
6.2 Type of related resource		Arkiv [Archival material/fonds]
6.3 Nature of relationship		Ingående arkivbildare: [Creator (added entry)]
<i>Third Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Oxenstiernaprojektet
	<i>URL</i>	http://www.ra.se/ra/Oxenstierna/oxenstierna1.html
6.2 Type of related resource		Webbsida [Web site]
6.3 Nature of relationship		Upphovsman [Author]

Exemple n° 8. Personne.**Langue : allemand, pays d'origine : Allemagne.**

Note : cet exemple a été établi à partir d'une notice d'autorité du système " Zentrale Datenbank Nachlaesse " alimenté par le Bundesarchiv, et auquel on peut accéder à l'adresse suivante <http://www.bundesarchiv.de/bestaende/nachlaesse/struktur.php>.¹

5.1 IDENTITY AREA		
5.1.1 Type of entity		Person
5.1.2 Authorized form of name		Brecht, Arnold
5.1.5 Other forms of name		Not known
5.2 DESCRIPTION AREA		
5.2.1 Dates of existence	<i>Date of birth</i>	1884
	<i>Date of death</i>	1977
5.2.2 History		1918 Geheimer Regierungsrat im Reichsjustizministerium, 1921-1927 Ministerialdirektor im Reichsministerium des Innern, 1928-1933 Vizepräsident der Reichsschuldenverwaltung, Mitglied des Verfassungsausschusses der Länderkonferenzen, 1932 Vertreter Preußens vor dem Staatsgerichtshof, 1933-1953 Professor für Staatswissenschaften an der New School for Social Research New York.
5.2.3 Places		Germany, United States of America
5.2.4 Legal status		
5.2.5 Functions, occupations and activities	1st	Lawyer
	2nd	Civil servant
	3rd	Professor for Public policy
5.3 RELATIONSHIPS AREA		
5.3.1 Name/identifier of the related entity	<i>Name</i>	University of New York at Albany M.E. Grenander Department of Special Collections and Archives - The German Interlectual Emigré Collection. - http://library.albany.edu/speccoll/findaids/ger024.htm
	<i>Authority record identifier</i>	GER 024
5.3.2 Category of relationship		Associative
5.3.3 Description of relationship		Academic
5.4 CONTROL AREA		
5.4.1 Authority record identifier		DE N 1089
5.4.2 Institution identifiers		DE/ BArch
		Bundesarchiv
5.4.3 Rules and/or conventions		Erfassungsschema nach: Mommsen, Wolfgang A: Die Nachlässe in deutschen Archiven, Boppard 1983
5.4.4 Status		Preliminary
5.4.6 Dates of creation and revision	<i>Created</i>	2002 – 31 – 12
	<i>Revisions</i>	2003 – 15 – 01
5.4.7 Languages and scripts	<i>Language code</i>	German
	<i>Script code</i>	Latin
5.4.8 Sources		Internationales Biographisches Archiv 50/1977 vom 5. Dezember 1977
6. RELATING CORPORATE BODIES, PERSONS AND FAMILIES TO ARCHIVAL MATERIALS AND OTHER RESOURCES		
6.1 identifier and title of related resource		Nachlass Arnold Brecht
		DE/Barch/ NL 89
6.2 Type of related resource		Echter Nachlass [Archival materials/fonds]
6.3 Nature of relationship		Provenienzstelle [Creator]

¹ Compte tenu que les archives personnelles d'Arnold Brecht sont conservées en partie en Amérique du Nord et en partie en Allemagne, le texte de cette notice est rédigé pour partie en allemand et pour partie en anglais. On y trouvera une illustration de la manière dont on peut procéder dans un environnement archivistique international.
Arnold Brechts Teilnachlässe finden sich in Deutschland und Nordamerika. Zur Illustration der Funktion und Herstellung der Kontextbezüge von archivischen Normdateien wurden die Feldinformationen in diesem Beispiel in Deutsch und Englisch vergeben.

Exemple n° 9. Personne.**Langue : anglais, pays d'origine : USA.**

5.1 IDENTITY AREA		
5.1.1 Type of entity		Person
5.1.2 Authorized form(s) of name		Humphrey, Hubert H. (Hubert Horatio), 1911-1978
5.1.4 Standardized forms of name according to other rules		Humphrey, Hubert Horatio, 1911-1978 (pre-AACR form)
5.2 DESCRIPTION AREA		
5.2.1 Dates of existence		
	<i>Dates ISO 8601</i>	1911-05-27/1978-01-13
5.2.2 History		<p>Hubert H. Humphrey was born in Wallace, South Dakota, on May 27, 1911. He left South Dakota to attend the University of Minnesota but returned to South Dakota to help manage his father's drug store early in the depression. He attended the Capitol College of Pharmacy in Denver, Colorado, and became a register pharmacist in 1933. On September 3, 1936, Humphrey married Muriel Fay Buck. He returned to the University of Minnesota and earned a B.A. degree in 1939. In 1940 he earned an M.A. in political science from Louisiana State University and returned to Minneapolis to teach and pursue further graduate study, he began working for the W.P.A. (Works Progress Administration). He moved on from there to a series of positions with wartime agencies. In 1943, he ran unsuccessfully for Mayor of Minneapolis and returned to teaching as a visiting professor at Macalester College in St. Paul. Between 1943 and 1945 Humphrey worked at a variety of jobs. In 1945, he was elected Mayor of Minneapolis and served until 1948. In 1948, at the Democratic National Convention, he gained national attention when he delivered a stirring speech in favor of a strong civil rights plank in the party's platform. In November of 1948, Humphrey was elected to the United States Senate. He served as the Senate Democratic Whip from 1961 to 1964.</p> <p>In 1964, at the Democratic National Convention, President Lyndon B. Johnson asked the convention to select Humphrey as the Vice Presidential nominee. The ticket was elected in November in a Democratic landslide. In 1968, Humphrey was the Democratic Party's candidate for President, but he was defeated narrowly by Richard M. Nixon. After the defeat, Humphrey returned to Minnesota to teach at the University of Minnesota and Macalester College. He returned to the U.S. Senate in 1971, and he won re-election in 1976. He died January 13, 1978 of cancer.</p>
5.2.3 Places		Born: Wallace, South Dakota Lived: Minneapolis and St. Paul, Minnesota; Washington, DC
5.2.5 Functions, occupations and activities		Registered pharmacist University professor Mayor of Minneapolis, Minnesota U.S. Senator Vice President of the United States
5.2.7 Internal structures/ Genealogy		Married to Muriel Fay Buck Humphrey
5.3 RELATIONSHIPS AREA		
First Relation		
5.3.1 Name/identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Brown, Muriel Buck Humphrey US LC 02-83312367
	<i>Other form of name</i>	
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		Wife of Hubert Humphrey. Muriel Humphrey was appointed by the Governor of Minnesota to the United States Senate, January 25, 1978, to fill the vacancy caused by the death of her husband. She served from January 15, 1978 to November 7, 1978.
5.3.4 Dates of the relationship		1936/1978-01-13
Second Relation		
5.3.1 Name/identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Humphrey, Hubert H., 1942- US LC 02-86828402
	<i>Other form of name</i>	Humphrey, Hubert H. III
5.3.2 Category of relationship		Family

5.3.3 Description of relationship	<i>Title</i>	Son of Vice President Hubert H. Humphrey.
	<i>Narrative</i>	
5.3.4 Dates of the relationship		
	<i>Dates ISO 8601</i>	1942/1978-01-1
5.4 CONTROL AREA		
5.4.1 Authority record identifier		US DLC 02-79026910
5.4.2 Institution identifiers		U.S. Library of Congress US DLC
5.4.3 Rules and/or conventions		Anglo-American Cataloguing Rules, second edition, revised
5.4.4 Status		Final
5.4.5 Level of detail		Full
5.4.6 Dates of creation, revision or deletion		2000-04-13
5.4.7 Languages and scripts		English
5.4.8 Sources		Centennial of the Territory of Minn., 1949
6. RELATING CORPORATE BODIES, PERSONS AND FAMILIES TO ARCHIVAL MATERIALS AND OTHER RESOURCES		
<i>First Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Hubert H. Humphrey papers
	<i>Unique Identifier</i>	US Mnhl Alpha: Humphrey
6.2 Type of related resource		Archival materials- Collection of personal papers
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1919/1978
<i>Second Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Hubert H. Humphrey papers: a summary guide, including the papers of Muriel Buck Humphrey Brown.
	<i>Unique Identifier</i>	St. Paul, Minnesota. Minnesota Historical Society, 1983.
6.2 Type of related resource		Archival finding aid to personal papers
6.3 Nature of relationship		subject
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1919/1978
<i>Third Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Hubert H. Humphrey Biography
	<i>Unique Identifier</i>	http://gi.grolier.com/presidents/ea/vp/vphumph.html
6.2 Type of related resource		Biography
6.3 Nature of relationship		Subject
6.4 Dates of related resources and/or relationships		2000

Exemple n° 10. Famille.**Langue : anglais, pays d'origine : Royaume-Uni.**

5.1 IDENTITY AREA		
5.1.1 Type of entity		Family
5.1.2 Authorized form of name		Noel family, Earls of Gainsborough
5.1.5 Other forms of name		Noel family, Barons Noel Noel family, Barons Barham Noel family, Viscounts Campden Noel family, baronets, of Barham Court
5.2 DESCRIPTION AREA		
5.2.1 Dates of existence		12 th – 20 th century
5.2.2 History		<p>The Noel family was established in Staffordshire in the Middle Ages: Andrew Noel (d1563), third son of James Noel of Hidcote (Staffordshire) acquired property in Rutland and Leicestershire and founded the branch of the Noel family from which the Earls of Gainsborough descended. Estates in other counties (mainly Gloucestershire, Hampshire, Kent and Middlesex) were subsequently acquired through purchase, inheritance and marriage.</p> <p>The family's principal seat was Exton Hall (Rutland). After Exton Hall was severely damaged by fire in 1810 Barham Court near Maidstone (Kent) became the main residence until the sale of the Kent estate in 1845-6 but a new house at Exton was completed in the early 1850s. Campden House in Chipping Campden (Gloucestershire), inherited from Baptist Hicks, Viscount Campden (d 1629), was destroyed in the Civil War while Campden House (Kensington) was sold in 1708. The family of Gerard Noel Edwards, who inherited the Noel family estates in 1798 and took the surname Noel, had resided at Welham Grove in Welham (Leicestershire) but this was sold by 1840.</p> <p>Andrew Noel (d1563) acquired Old Dalby (Leicestershire, sold 1617) and Brooke (Rutland). His grandson Sir Edward Noel (d 1643) bought the former Harington family estate of Ridlington (Rutland) and was created Baron Noel in 1617. He married a co-heir of Baptist Hicks (Viscount Campden, d 1629), through whom came the property in Rutland (Exton and Whitwell), Gloucestershire (Chipping Camden), Middlesex (Hampstead, sold 1707) and Campden House (Kensington, sold 1708), and succeeded his father-in-law as second Viscount Campden. Valle Crucis (Denbighshire) was acquired through the marriage of the third Viscount Campden (1612-82) and Hester, daughter of the second Baron Wotton, but was sold in 1663 to Sir John Wynn, fifth Bt. The fourth Viscount Campden (1641-89, created Earl of Gainsborough 1682) married in 1661 Elizabeth Wriothesley, elder daughter of the fourth Earl of Southampton, through whom came the Titchfield (Hampshire) estate, but on the second Earl of Gainsborough's death in 1690 this estate passed to his daughters (who married respectively the first Duke of Portland and the second Duke of Beaufort). The Rutland and Gloucestershire estates, with the earldom of Gainsborough, however, were inherited by the second Earl's cousin Baptist Noel of North Luffenham and Cottesmore (both Rutland).</p> <p>Property at Walcot (Northamptonshire), Castle Bytham (Lincolnshire) and Kinnoulton (Nottinghamshire) was inherited by the sixth Earl of Gainsborough from a cousin, Thomas Noel of Walcot (d 1788). On the sixth Earl's death in 1798 his estates were divided, the Walcot properties passing to CH Nevile, who took the name Noel, and the Rutland and Gloucestershire estates passing to Gerard Noel Edwards (1759-1838), later Sir GN Noel, second Bt, son of GA Edwards (d 1773) of Welham Grove (Leicestershire) by Jane Noel (d 1811), sister of the fifth and sixth Earls. GN Edwards had inherited from his father various properties in Leicestershire (Welham, etc), London and Middlesex (Islington, Kensington, etc), Kent (Dartford, etc) and Ireland, but these were all sold between 1805 and 1840. GN Edwards had married in 1780 Diana, daughter of Charles Middleton (1726-1813), first Baron Barham, who succeeded her father in the barony and the Barham Court estate near Maidstone (Kent). On her death in 1823 she was in turn succeeded in the Barham Court estate and peerage title by her son Charles Noel (d 1866), who inherited the Rutland (Exton, etc) and Gloucestershire (Chipping Campden) estates of his father in 1838 and was created Earl of Gainsborough in 1841. The remaining Kent property was, however, sold by 1845-46.</p>
5.2.3 Places		Estates in 1883: Rutland 15,076 acres, Gloucestershire 3,170 acres, Leicestershire 159 acres, Lincolnshire 89 acres, Warwickshire 68 acres, Northamptonshire 6 acres; total 18,568 acres worth £28,991 a year.

5.2.5 Functions, occupations and activities		Estate ownership; social, political and cultural role typical of the landed aristocracy in England. The first Viscount Campden amassed a large fortune in trade in London and purchased extensive estates, including Exton (Rutland) and Chipping Campden (Gloucestershire). The Barham Court (Kent) estate was the acquisition of the first Baron Barham, a successful admiral and naval administrator (First Lord of the Admiralty 1805).
5.2.7 Genealogy		Sir Edward Noel (d 1643) married Julian, daughter and co-heir of Baptists Hicks (d 1629), Viscount Campden, and succeeded to the viscounty of Campden and a portion of his father-in-law's estates. The third Viscount Campden (1612-82) married Hester Wotton, daughter of the second Baron Wotton. The fourth Viscount Campden (1641-89, created Earl of Gainsborough 1682) married Elizabeth Wriothesley, elder daughter of the fourth Earl of Southampton. Jane Noel (d 1811), sister of the fifth and sixth Earls of Gainsborough, married Gerard Anne Edwards of Welham Grove (Leicestershire) and had issue Gerard Noel Edwards (1759-1838). He married in 1780 Diana Middleton (1762-1823) <i>suo jure</i> Baroness Barham), daughter of Charles Middleton (1726-1813), created first Baronet of Barham Court (Kent) in 1781 and first Baron Barham in 1805. GN Edwards assumed the surname Noel in 1798 on inheriting the sixth Earl of Gainsborough's Rutland and Gloucestershire estates (though not the Earl's honours, which were extinguished); and he later inherited his father-in-law's baronetcy. His eldest son John Noel (1781-1866) succeeded to the estates of his mother and his father, to his mother's barony and his father's baronetcy, and was created Viscount Campden and Earl of Gainsborough in 1841.
5.3 RELATIONSHIPS AREA		
<i>First Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Harington family, Barons Harington Family
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F10219
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		Predecessor in the Ridlington (Rutland) estate
5.3.4 Dates of the relationship		Early 17 th century
<i>Second Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Wotton family, Barons Wotton
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F10218
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		Third Viscount Campden married Hester, daughter of second Baron Wotton
5.3.4 Dates of the relationship		Mid 17 th century
<i>Third Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Bentinck, Cavendish- family, Dukes of Portland
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F9541
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		A daughter of second Earl of Gainsborough married the first Duke of Portland
5.3.4 Dates of the relationship		Late 17 th century
<i>Fourth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Somerset family, Dukes of Beaufort
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F3483
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		The second Duke of Beaufort married Rachel daughter and coheir of the second Earl of Gainsborough in 1706
5.3.4 Dates of the relationship		1706
<i>Fifth Relation</i>		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Wriothesley family, Earls of Southampton
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F2938
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		Elizabeth, daughter of the fourth Earl of Southampton married the first Earl of Gainsborough in 1661
5.3.4 Dates of the relationship		Late 17 th century

Sixth Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Noel family of Walcot
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F10217
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		The sixth Earl of Gainsborough inherited the Walcot (Northamptonshire) estates of his cousin Thomas Noel in 1788
5.3.4 Dates of the relationship		1788
Seventh Relation		
5.3.1 Name / identifier of the related entity	<i>Authorized form of name</i>	Edwards family of Welham
	<i>Identifier</i>	GB/NNAF/F7310
5.3.2 Category of relationship		Family
5.3.3 Description of relationship		GN Edwards inherited the Noel estates in 1798 and took the surname Noel
5.3.4 Dates of the relation		1798
5.4 CONTROL AREA		
5.4.1 Authority record identifier		GB/NNAF/F10216
5.4.2 Institution identifiers		Historical Manuscripts Commission
5.4.3 Rules and/or conventions		National Council on Archives <i>Rules for the Construction of Personal Place and Corporate Names</i> , 1997
5.4.4 Status		Finalised
5.4.5 Level of detail		Full
5.4.6 Dates of creation and revision		30 November 2000
5.4.7 Languages and scripts		English
5.4.8 Sources		HMC, <i>Principal Family and Estate Collections: Family Names L-W</i> , 1999 <i>Complete Peerage</i> , 1936 <i>Burkes Peerage</i> , 19q70 <i>Complete Baronetage</i> , vol 5, 1906
6. RELATING CORPORATE BODIES, PERSONS AND FAMILIES TO ARCHIVAL MATERIALS AND OTHER RESOURCES		
First Related Resource		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Family and estate papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 DE 3214
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		12 th -20 th cent
Second Related Resource		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Rutland estate sales papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 DE 3177/36-44
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1925-26
Third Related Resource		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Deeds, family financial and trust papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 DE 2459
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		17 th -19 th cent
Fourth Related Resource		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Pickwell (Leicestershire) estate maps
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 89-91/30
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1616, 1736
Fifth Related Resource		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Deeds, family and estate papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 DE 1797

6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		13 th -18 th cent
<i>Sixth Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Welham (Leicestershire) deeds and estate papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 81'30
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1745-1838
<i>Seventh Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Chipping Campden (Gloucestershire) deeds and papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0056 DE 3214
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		15 th -20 th cent
<i>Eighth Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Chipping Campden (Gloucestershire) deeds and papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0040 D329
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1707-1881
<i>Ninth Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Titchfield (Hampshire) deeds and estate papers
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0041 5M53
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		13 th -18 th cent
<i>Tenth Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related source	<i>Title</i>	A-E Noel and Edwards family corresp and papers 18 th -20 th cent
	<i>Unique Identifier</i>	GB 800819
6.2 Type of related resource		Archival materials
6.3 Nature of relationship		Creator
6.4 Dates of related resources and/or relationships		18 th -20 th cent
<i>Eleventh Related Resource</i>		
6.1 Identifier and title of related resource	<i>Title</i>	Noel family seal
	<i>Unique Identifier</i>	GB 0066, E 40/12531
6.2 Type of related resource		Attached seal, Andrew Noel
6.3 Nature of relationship		Owner
6.4 Dates of related resources and/or relationships		1551-1552

Exemple n° 11. Famille.**Langue : français, pays d'origine : France.**

5.1 ZONE D'IDENTIFICATION		
5.1.1 Type d'entité		Famille
5.1.2 Forme autorisée du nom		Dampierre, famille de (seigneurs de Biville-la-Baignarde, la Forest, Grainville, Millancourt, Montlandrin, Sainte-Agathe, Sain-Suplix et Sélincourt, puis marquis et comtes de Dampierre)
5.1.5 Autres formes du nom		Dampierre-Millancourt Dampierre de Millancourt Dampierre de Sainte-Agathe Dampierre de Sélincourt
5.1.6 Numéro d'immatriculation		Sans objet
5.2 ZONE DE LA DESCRIPTION		
5.2.1 Dates d'existence		XII ^e siècle à nos jours
5.2.2 Histoire		La famille de Dampierre, qui compte encore aujourd'hui des représentants, est issue d'une maison chevaleresque de ce nom, citée dès le XII ^e siècle en Haute-Normandie. Ses armes sont d' " argent à trois losanges de sable, 2 et 1 ". Elle a été maintenue dans sa noblesse à l'intendance de Picardie, le 21 mai 1667 et le 15 juin 1700, sur preuves remontant seulement à Adrien de Dampierre, seigneur de Sainte-Agathe d'Alermont, marié en 1525 à Isabeau Bernard, dont la descendance a formé plusieurs rameaux.
5.2.3 Zones géographiques		Les premiers Dampierre, Elie et Guillaume, sont cités dans les grands rôles de l'Echiquier comme habitant le bailliage d'Arques en 1196. La branche dite de Sainte-Agathe, aujourd'hui éteinte, s'installa au XVII ^e siècle dans la paroisse d'Yzengremer en Ponthieu qui englobait la seigneurie de Millancourt qu'elle ajouta à son nom patronymique. Au XVIII ^e siècle, les Dampierre-Millancourt se fixèrent aux Antilles. Au XIX ^e siècle, les marquis de Dampierre se partagèrent entre leurs terres en Saintonge (Plassac), en Agenais (Sauveterre d'Astaffort) et en Anjou (le Chillon).
5.2.4 Statut juridique		Sans objet
5.2.5 Fonctions et activités		<p>Au XV^e siècle, Jourdain, seigneur de Dampierre et de Biville, panetier du roi, s'illustra dans la défense du château des Moulineaux (Hauts-de-Seine). Ses fils Hector et Guillaume furent respectivement maître d'hôtel de Louis XI et lieutenant général de Normandie.</p> <p>Au XVIII^e siècle, Marc-Antoine, dit le marquis de Dampierre (1676-1756), fut gentilhomme des chasses et plaisir de Louis XV et composa de nombreuses fanfares de cor.</p> <p>Au XIX^e siècle, Aymar, marquis de Dampierre (1787-1845), se posa comme champion des Bourbons après Waterloo et devint pair de France en 1827. Son fils, Elie, marquis de Dampierre (1813-1896) fut élu député des Landes en 1848, combattit la politique personnelle du prince Napoléon, et, après le coup d'Etat du 2 décembre, rentra dans la vie privée. Député des Landes à l'Assemblée nationale en 1871, il joua un rôle dans la préparation de la restauration monarchique de 1871-1872 et contribua à renverser Thiers en 1873.</p> <p>Chartiste, historien, le petit-fils d'Elie, Jacques, marquis de Dampierre (1874-1947), présida la Société d'information documentaire et le comité directeur de l'Agence française pour la normalisation. Il fut aussi conseiller général de Maine-et-Loire.</p>
5.2.7 Organisation interne		<p>Les jugements de maintenance de noblesse des XVII^e et XVIII^e siècles ne donnent la filiation des Dampierre qu'à partir d'Adrien de Dampierre, écuyer, seigneur de Sainte-Agathe, qui épousa en mai 1525 Isabeau Bernard. Adrien de Dampierre vivait encore quand son fils, Guillaume, épousa Claude de Cassaulx par contrat du 6 novembre 1555. Guillaume de Dampierre eut trois fils, Pierre, qui continua la descendance, Jean, qui fut l'auteur de la branche des seigneurs de Grainville, et Jacques, seigneur de Saint-Suplix dont la descendance s'éteignit dans la deuxième moitié du XVII^e siècle. Pierre de Dampierre, écuyer, seigneur de Sainte-Agathe, fils aîné de Guillaume, épousa d'abord, en 1580, Marie Picquet, puis, en 1585, Marie de Loisel, héritière de la seigneurie de Millancourt en Ponthieu. Ses trois fils, Pierre II, né du premier lit, et Aymar et François, nés du second lit, furent les auteurs de trois grandes branches.</p> <p>Descendant de Pierre II de Dampierre, le marquis Elie de Dampierre (1813-1896) eut deux fils, Aymar et Eric. D'Aymar sont issus les marquis de Dampierre (branche aînée), d'Eric descendent les comtes de Dampierre (branche cadette).</p>

5.3 ZONE DES RELATIONS		
<i>Premier Relation</i>		
5.3.1 Nom et code d'immatriculation		Abbadie de Saint-Germain, famille d'
5.3.2 Type de relation		Relation d'association
5.3.3 Description de la relation		En 1812, Aymar, marquis de Dampierre, épousa Julie-Charlotte d'Abbadie de Saint-Germain, issue d'une des plus brillantes familles de la noblesse parlementaire en Béarn.
5.3.4 Dates of the relationship		1812-
<i>Deuxieme Relation</i>		
5.3.1 Nom et code d'immatriculation		Barthélémy, famille
5.3.2 Type de relation		Relation d'association
5.3.3 Description de la relation		La famille de Dampierre s'allia aux Barthélémy par le mariage, en 1842, du marquis Elie de Dampierre et d'Henriette Barthélémy (1813-1894), petite-nièce de l'abbé Barthélémy et nièce de François, marquis Barthélémy.
5.3.4 Date de la relation		1842-
<i>Troisieme Relation</i>		
5.3.1 Nom et code d'immatriculation		Juchault de Lamoricière, famille de
5.3.2 Type de relation		Relation d'association
5.3.3 Description de la relation		En 1873, Anicet Marie Aymar, comte de Dampierre, fils du marquis Elie, épousa Marie-Isabelle, la plus jeune fille du général de Lamoricière.
5.3.4 Date de la relation		1873-
5.4 ZONE DU CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION		
5.4.1 Code d'identification		FR/AN CHAN 00055
5.4.2 Code d'identification du service		FR/AN CHAN Centre historique des Archives nationales
5.4.3 Règles ou conventions		Notice établie conformément aux normes ICA-ISAAR (CPF) du Conseil international des Archives et AFNOR NF Z 44-061 juin 1986 Catalogage : forme et structure des vedettes noms de personne, des vedettes titres, des rubriques de classement et des titres forgés
5.4.4 Statut		Notice validée par la direction des Archives de France.
5.4.5 Niveau de détail		Notice complète
5.4.6 Date de rédaction		Février 2004
5.4.7 Langue et écriture		Français (France).
5.4.8 Sources		CHAIX-D'EST-ANGE (Gustave), <i>Dictionnaire des familles françaises anciennes ou notables à la fin du XIX^e siècle</i> , Evreux, 1903-1929, 20 vol. in-8, t. 13, p. 75-81. LAROQUIER-ROCHEFORT (Bernard de), <i>Dictionnaire de Dampierre, descendance complète d'Aymar, marquis de Dampierre,... de 1787 à 1978</i> , Paris : B. de Larquier-Rochefort, 1979, 341 p. LAROQUIER-ROCHEFORT (Bernard de), <i>Les Dampierre en Saintonge. Préface du Marquis de Dampierre</i> , Paris, " Les Seize ", Édition du Palais-Royal, [1968?], X, 384 p. illustr., généal. tables, planches, 24 cm.
5.4.9 Notes d'entretien		Notice rédigée par Claire Sibille, conservateur à la direction des Archives de France
6. LIENS		
<i>Premier Ressource Associees</i>		
6.1 Identification		Fonds Dampierre. Description dans <i>Archives Dampierre (289AP). Répertoire numérique détaillé</i> , par Claire Sibille, conservateur, sous la direction de Christine Nougaret, conservateur général responsable de la section des Archives privées, avec la collaboration de Florence Clavaud, conservateur responsable du service des nouvelles technologies. Première édition sous la forme électronique. Paris, Centre historique des Archives nationales, août 2003 (www.archivesnationales.culture.gouv.fr).
6.2 Type de ressource associée		Fonds d'archives
6.3 Nature de la relation		Producteur. Conservées au Centre historique des Archives nationales, les archives Dampierre se composent de deux parties distinctes : le fonds " Dampierre-Lamoricière-château du Chillon " (archives de la branche aînée) et le chartrier de Plassac (archives de la branche cadette).

<i>Deuxieme Ressource Associees</i>		
6.1 Identification		Microfilm des archives Dampierre-Millancourt provenant du château d'Yzengremer (Somme). Description dans <i>Les Archives nationales, Etat général des fonds</i> , t. IV, <i>Fonds divers</i> , Paris : Archives nationales, 1980, p. 339.
6.2 Type de ressource associée		Fonds d'archives
6.3 Nature de la relation		Producteur
<i>Troisieme Ressource Associees</i>		
6.1 Identification		Aveux, déclarations, pièces de procédure relatifs aux seigneuries de Champtocé et d'Ingrandes, en Anjou.
6.2 Type de ressource associée		Fonds d'archives
6.3 Nature de la relation		Producteur. Les archives des Dampierre relatives à leurs seigneuries de Champtocé et d'Ingrandes ont été déposées aux Archives départementales de Maine-et-Loire.